

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Imposons la paix en Algérie

*par l'Union des Syndicalistes*

En pleine montée des luttes ouvrières

*par Raymond GUILLORÉ*

Justification de nos partis pris

*par Roger HAGNAUER*

Concours d'aplatissement

*par Robert LOUZON*

Syndicalisme « new-look » en Belgique

*par Jean DE BOÉ*



Pour réparer une erreur de mise en page dont nous nous excusons auprès de nos lecteurs, nous vous prions de reporter les neuf premières lignes de la page 6 en tête de la page 8.

N° 451 - Juin 1960

(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois . . . . . 8 NF ( 800 fr.)  
Un an . . . . . 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois . . . . . 10 NF (1.000 fr.)  
Un an . . . . . 18 NF (1.800 fr.)  
Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne  
14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTRAL 17-08

### PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.  
Les samedis de 17 h. à 19 h.

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FOND

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-89 Paris

gérie.

des syndicalistes :

En pleine montée des luttes ouvrières. — Du côté des Grands » . . . . .	R. GUILLORE
Une grève au trust Hachette . . . . .	R. MARCHETI
Justification de nos partis pris ! . . . . .	R. HAGNAUER
Une illusion dangereuse . . . . .	J.-P. SAMSON
Les raisons d'une grève. Réflexions d'un ancien . . . . .	C. PATAT
Notes d'économie et de politique : Concours d'aplatissement. — La débâcle. — L'armée en Orient. — Le cas particulier de la Turquie. — La bonne santé politique du Maroc . . . . .	R. LOUZON
Coup d'œil sur les syndicats chrétiens. Les grandes migrations forcées. Les Amis de la Maison de Sévres. Notes de voyage en Tunisie d'un camarade belge . . . . .	D. P. M. J. DE BOE
Syndicalisme « new-look » en Belgique . . . . .	
Quelques aperçus de l'accord sur la paix sociale. Quel sommet ? Lettre des Etats-Unis : Un capitalisme « non capitaliste » . . . . .	H. R.
Contrôle ouvrier, dirigisme et socialisme : les maîtres mots . . . . .	J. DUPERRAY
Communiqué des syndicats autonomes des P.T.T. Parmi nos lettres : Débat nécessaire (J. Teilhac). — Rassemblement avec qui ? Pour quoi, (R. Pilou). Après la conférence syndicaliste du 24 avril ; réflexions et commentaires . . . . .	P. RIGUIDEL
Déclaration des Syndicalistes révolution- naires.	

## ENTRE NOUS

Parmi nos meilleurs amis, des critiques s'élèvent contre la tendance de la « R. P. », les opinions de ses rédacteurs ordinaires.

On les voudrait ici plus nombreuses, plus variées et s'exprimant par des articles plus denses et plus copieux.

Et si le débat s'engageait sans être limité dans le temps et dans les sujets, on en tirerait une heureuse appréciation sur le rayonnement de la « R. P. »

Cependant les événements, sans confirmer ou infirmer ces critiques, n'apportent pas de démenti retentissant aux prévisions formulées dans nos colonnes.

Sur le plan extérieur, nous n'avons jamais cédé au mirage euphorique de la détente et de la co-existence. On s'interroge sur les causes de l'échec du Sommet. On s'efforce de repérer les responsabilités de Eisenhower — de déceler les mobiles et les motifs de Khrouchchev. Dérision !...

Les problèmes essentiels ne sont pas abordés, ne sont même pas conçus. Il est évidemment plus facile de calculer le quotient intellectuel de Ike que d'interpréter la poussée des investissements américains en Europe occidentale.

Il est beaucoup plus facile de traduire les grossièretés de M. K... que de reconnaître que la discipline du travail, sous la botte post-stalinienne, favorise les « bonnes affaires »...

Sur le plan intérieur, nous n'avons pas cessé de répéter que le problème de la lutte politique, du gaullisme n'était pas essentiel — que ce qu'il fallait entretenir ou ranimer, c'était la volonté d'action directe des travailleurs.

Voilà que la spontanéité des dernières grèves bouleverse les intentions du Général, comme les espoirs de l'opposition. Allez donc penser à la politique de grandeur... ou aux possibilités d'un nouveau rassemblement populaire... alors que ces bougres de travailleurs posent indiscrètement la question de la revalorisation du salaire réel et la posent comme il faut la poser... par la grève.

On voudrait sans doute que nos amis de la R.A.T.P., de la S.N.C.F., des Fonctionnaires parlent plus clairement au public. On voudrait que cessent les sordides compétitions catégorielles.

La « R. P. » s'ouvre largement aux militants décidés à ces nécessaires éclaircissements. Ne faut-il pas d'ailleurs répondre au ministre qui entend ne reconnaître que les grèves... « officielles », traditionnelles, garanties par des organisations « représentatives » ? Ne faut-il pas déjouer les manœuvres de ceux qui soumettent la lutte des classes aux variantes de la politique khrouchchevienne !





# IMPOSER LA PAIX EN ALGERIE

La guerre d'Algérie, qui dure depuis plus de cinq ans, se réduit, en métropole, à un sujet de conversation. Colonialistes avoués ou honteux, anticolonialistes du bout des lèvres ou du fond du cœur échangent des arguments désabusés, sans autre perspective que la poursuite de la guerre.

Il est grand temps que la classe ouvrière organisée, dépassant les jeux de la démocratie de paroles, se décide à imposer ce qu'aucun miracle ni aucun sauveur ne peut lui apporter : LA FIN DE LA GUERRE COLONIALE.

Les grandes confédérations syndicales ont clairement exprimé leurs sentiments :

En avril 1960, LE COMITE CONFEDERAL DE LA C.F.T.C. affirme que « ... le retour à la paix en Algérie ne peut résulter que d'un accord entre les deux camps — garantissant le libre choix par les Algériens eux-mêmes des structures politiques, économiques et sociales qu'ils entendent donner à leur pays — et seuls susceptibles de faire que les communautés qui sont aujourd'hui implantées sur le sol algérien puissent trouver leur place dans l'Algérie de demain et y vivre dans la dignité et la liberté ».

En mai 1960, LE COMITE CONFEDERAL DE LA C.G.T. - FORCE OUVRIERE estime : « ... qu'il est plus que jamais nécessaire que les parties qui doivent cesser le combat se concertent sur les conditions de la période transitoire allant du cessez-le-feu à la consultation du peuple qui, en tout état de cause, doit déterminer son avenir. »

En mai 1960, le rapport moral du SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS déclare : « Le drame algérien demeure le problème majeur... Depuis qu'il a éclaté, le Syndicat national des Instituteurs n'a cessé de réclamer une négociation pacifique sans exclusive ni préalable en vue de la recherche d'une solution originale. »

Si les grandes organisations syndicales libres sont unanimes à vouloir la cessation des combats, la négociation et la liberté pour le peuple algérien, alors il faut que ces organisations ne se contentent pas de le dire dans leurs journaux et bulletins, mais qu'elles le clament à toute l'opinion publique et qu'elles joignent leurs efforts pour déclencher un vaste mouvement, un irrésistible courant qui imposera leurs solutions.

Les bonnes paroles ne peuvent servir d'alibi pour le sommeil.

Sur la base des résolutions communes, les confédérations et fédérations syndicales libres peuvent et doivent agir.

Comment ?

*En créant un cartel d'action syndicale destiné à poursuivre leurs buts communs ;*

*En groupant leurs ressources et leurs forces pour faire connaître leurs positions ;*

En payant d'exemple :

*Une rencontre entre représentants des organisations syndicales d'Algérie et de la métropole, quelles que soient leurs tendances et affiliation, pour discuter des problèmes propres aux travailleurs de France et d'Algérie, qu'ils soient nés en France ou en Algérie, qu'ils travaillent en France ou en Algérie.*

L'UNION DES SYNDICALISTES, qui groupe des militants appartenant à toutes les centrales syndicales ouvrières et qui a toujours défendu les principes et la pratique de l'absolue égalité entre tous les travailleurs, s'engage à proposer et à faire adopter par toutes les organisations où ses membres agissent, l'idée du Cartel des syndicats libres pour l'arrêt du conflit algérien, la proposition d'une réunion des organisations de travailleurs de France et d'Algérie.

L'UNION DES SYNDICALISTES engage le Mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique à reprendre et à faire sienne cette initiative.

L'UNION DES SYNDICALISTES appelle tous les militants ouvriers, toutes les organisations syndicales à participer au mouvement.

**La guerre d'Algérie ne se terminera que si la classe ouvrière intervient.**

**QUE LA C.F.T.C., FORCE-OUVRIERE, LES ORGANISATIONS AUTONOMES, LES SYNDICATS ET UNIONS LOCALES DE LA C.G.T. qui ont gardé leur liberté de pensée et d'action, L'UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS D'ALGERIE, L'UNION DES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS ALGERIENS NEGOCIENT EN PREMIER LIEU ET REGLENT LEURS PROPRES PROBLEMES OUVRIERS.**

L'UNION DES SYNDICALISTES,

14, rue de Tracy, Paris (2<sup>e</sup>).



# Chronique de l'Union des Syndicalistes

## En pleine montée des luttes ouvrières

Quand ces lignes paraîtront, où en serons-nous de la bataille ouvrière qui se développe en ce moment ? Ces propos seront peut-être largement dépassés, par le flux... ou par le reflux. Nous avons laissé prévoir cette explosion d'une révolte longtemps comprimée. Le règlement de comptes devait avoir lieu tôt ou tard. Il n'est d'ailleurs pas impossible qu'il se fasse en plusieurs temps.

Quand je dis : règlement de comptes, je ne voudrais surtout pas qu'on croie que le « débiteur » n'est représenté que par le gouvernement aujourd'hui en place. Celui-ci est certes particulièrement borné ; sa politique sociale sort du « bureau des études » et du « bureau des méthodes » ; tout au plus est-elle « humanisée » par la paroisse ou l'évêché. Mais la classe ouvrière semble goûter enfin les fruits véreux d'une politique vieille de quinze années. A qui doit-elle de ne gagner aujourd'hui sa vie que grâce à des heures dites « supplémentaires », devenues en fait des heures normales ? A qui doit-elle cette invraisemblable pyramide des salaires dont le sommet s'élève de plus en plus vers les hauteurs ?

Ce n'est pas pour rien que la réduction du temps de travail, sans diminution de salaire, se rencontre maintenant dans tous les cahiers de revendications. Ce n'est pas étonnant si les cheminots ont dit qu'ils en avaient assez de ces « revalorisations » qui leur apportent 1.000 francs (10 NF) d'augmentation par mois alors qu'elles se traduisent par 20.000 francs pour le « camarade » du sommet. Toute cette politique de rendement (pour les uns) et de hiérarchie (pour les autres), elle n'est pas datée du gouvernement actuel, et c'est à elle que les ouvriers sont affrontés. A l'horloge de la lutte des classes, serait-ce l'heure de la vérité ?

A l'origine des mouvements d'aujourd'hui se retrouve en tout cas cette spontanéité ouvrière, terreur des bureaucraties. Cette « anarchie » des grèves a déjà été dénoncée. On en a relevé bien des signes et, en plusieurs points du front, s'est manifesté le retour aux bonnes vieilles traditions d'action directe.

Je veux simplement mettre — ou remettre — sous les yeux des camarades, un communiqué que *Le Monde* du 17 mai a publié après la première grève de la gare Saint-Lazare. Le voici :

« L'Alliance syndicale des cheminots anarchistes revendique d'avoir pris seule l'initiative de la grève de la gare Saint-Lazare, dénonce les tentatives de diversion des communistes de la C.G.T. tendant à politiser le mouvement et affirme que la plupart des leaders communistes ne participaient pas à la grève. Le programme revendicatif des cheminots anarchistes est hostile à toutes les formes de hiérarchie et comporte notamment le retour à la semaine de quarante heures et soixante jours de congé par an. »

Je ne commente pas. Je signale seulement cette « information » que *Le Monde* a passée en note, à la suite de son article sur l'évolution des mouvements sociaux. Cette « alliance syndicale » n'est-elle qu'une invention pure et simple ?

Les employés du Métro et des autobus parisiens paraissent avoir adopté « les grèves tournantes ». C'est une pratique que nous avons entendu critiquer dans d'autres corporations et d'autres condi-

tions ; peut-être est-elle bonne à la R.A.T.P. Elle vaut peut-être mieux que la grève de vingt-quatre heures qui n'est qu'une démonstration, et que la grève générale illimitée qui demande que la lutte atteigne un autre tonus. Au moment où j'écris, on annonce les premières mises à pied et les premières menaces de « sanctions ». Les fonctionnaires, postiers en tête, semblent décidés à la bagarre. Les cheminots n'ont sans doute pas dit leur dernier mot. Dans l'industrie privée, les métallurgistes, les produits chimiques, le bâtiment démarrent. Les vrais problèmes commencent de se poser.

Bien entendu, il ne va pas manquer d'intérêt de suivre les positions et les tactiques des différentes centrales syndicales. « Force Ouvrière » paraît être en flèche. Le Congrès des métallurgistes F.O. a lancé une semaine revendicative à partir du 6 juin. Le journal *Les Echos* résume ce congrès de la façon suivante : « Nous dirons que la volonté de la Fédération F.O., c'est de faire table rase de tout le système actuel des salaires, jugé incohérent, anarchique et pour tout dire néfaste. »

Le camarade Delamarre, secrétaire général de la Fédération, a déclaré : « Les syndicats ouvriers perdent leur temps en réclamant des augmentations en pourcentage sur les barèmes actuels, car il est de plus en plus difficile d'intéresser la classe ouvrière dans son ensemble à un problème qui ne concerne qu'une petite minorité d'entre elle, dès le moment où les barèmes sont sans rapport avec les salaires réels. Il faut repartir à zéro et imposer comme base de l'édifice des salaires une notion nouvelle : le salaire mensuel garanti. »

Il y a plein de choses intéressantes là-dedans. Faut-il rappeler maintenant que, dans la soirée du 3 juin, le général de Gaulle a reçu assez longuement Robert Bothereau, secrétaire général de la C.G.T.-F.O., et que, de l'entrevue de ces deux « généraux », rien n'a transpiré jusqu'à présent, au moins dans ce qu'on appelle la grande presse.

L'hebdomadaire « Force Ouvrière » du 8 juin nous donne pourtant un bref communiqué. Nous y lisons :

« L'entretien a porté sur les principaux problèmes d'actualité. L'attention du président a été attirée sur le climat revendicatif et sur les causes du mécontentement ouvrier... Bothereau a fait part au président de la République de l'inquiétude que crée la prolongation de la guerre d'Algérie et du souhait de la population ouvrière qu'il y soit mis rapidement terme. »

Allons ! ce n'est pas si mal...

J'espère que nous aurons, sur toutes ces luttes, des renseignements et des opinions de camarades qui sont dans le feu de l'action.

★★

C'est le moment que M. Albin Chalandon choisit pour écrire dans *Le Monde* du 8 juin : « La lutte des classes est un mythe dépassé parce qu'elle s'avère historiquement sans espoir pour ceux qui la prônent ». Encore un qui va « dans le sens de l'histoire » ! Vous connaissez M. Chalandon ? C'est le cerveau économique de l'U.N.R. Un monsieur très bien, financièrement parlant. Nous avons eu l'occasion déjà de le citer dans ces colonnes. Vous vous souvenez ? C'était au démarrage du nouveau régime. Il avait déjà préconisé dans le même journal une politique d'expansion en opposition à celle de Pinay. Il se rappelle à notre attention — et pas



seulement à la nôtre — par un lourd article qu'il intitule « Pour une économie concertée », où il ne s'agit rien de moins que de réaliser une société sans classe en supprimant les privilèges et la misère ! Ses bonnes intentions s'annoncent mal avec la phrase citée plus haut et qui — vous l'avez certainement remarqué — ne signifie absolument rien.

« La clef du progrès social, écrit-il encore, c'est avant tout le plein emploi et l'accroissement de la productivité. » Cela fait des années que les ouvriers connaissent l'accroissement de la productivité ; elle s'accompagne de surmenage et de longues journées. Quant au progrès social qui devrait, en effet, en être le corollaire, eh bien ! les ouvriers l'attendent en vain. C'est parce qu'ils en ont assez d'attendre qu'ils font justement confiance à la lutte de classe. Mais M. Chalandon est-il capable de comprendre que c'est la lutte de classe qui « historiquement » s'est avérée la seule « clef du progrès social » ?

### Du côté des « Grands »

Le « sommet » n'a pas tenu l'espace d'un matin. Celui qui avait été le plus ardent protagoniste de la conférence des « grands » n'a même pas permis à la nouvelle-née de pousser son premier vagissement. Il l'a étranglée. Et ceux des journalistes qui ne manifestaient pas, en cette occasion, l'admiration garantie conforme, ont été traités de « provocateurs » (bien entendu...) et de « bâtards » (!). Il paraît même que la traduction exacte de l'injure khrouchtchevienne aurait dû être : « fils de putain ! ». Mais ce n'est là que bagatelles... Il vaudrait mieux comprendre la raison de ce revirement. On en donne évidemment plusieurs explications. J'en aimerais mieux une seule. Laissons pour les enfants l'histoire de l'avion-espion. Que cache donc la volte-face de Khrouchtchev ? Je pose la question, non pour y répondre — j'avoue que j'en suis bien incapable — mais pour que les camarades y répondent, en particulier ceux qui, dans notre dernier numéro, ont montré qu'ils possédaient des lumières spéciales sur l'U.R.S.S. de 1960 qui leur permettaient de ne pas confondre Khrouchtchev avec un stalinien. Je dirai seulement, comme je l'ai déjà dit, que nous ne sommes pas au bout de nos surprises. J'ajouterai que les as de la dialectique nous laisseront béats seulement quand ils auront été capables de nous faire prévoir « le tournant », et non pas quand — comme nous autres, pauvres gens, et même davantage que nous autres — ils l'auront subi sans n'y rien comprendre. Faut-il chercher du côté de cette sombre masse qui flanquait le commis-voyageur en coexistence pacifique, du côté de Malinowski ? Ce gaillard, que les photographes ne flattent pas, a emmené son maître sur le lieu de ses exploits guerriers en France, en 1916, 17 et 18. Il fallait montrer qu'il avait combattu contre « les Allemands », avec « les Français ». Où es-tu, Lénine, qui passas tout ton temps, pendant la première guerre mondiale, à prêcher l'union des ouvriers allemands, français, russes contre la guerre et qui, sur cette base, fondas l'Internationale communiste !

Dans le deuxième tome de son « Histoire du Mouvement Ouvrier pendant la première guerre mondiale », Alfred Rosmer ne manque pas de rappeler cet épisode de l'arrivée en France, en 1916, de quelques bataillons russes. Les sous-officiers Malinowski en était, paraît-il. Tout ce que la Russie comptait alors de révolutionnaires en exil se mit aussitôt au travail de propagande à l'intérieur du contingent russe. L'entreprise réussit rapidement et au-delà de toute espérance. Léon Trotsky, expulsé de France à cette occasion, écrivit au ministre Jules Guesde (...oui, Jules Guesde) une lettre vengeresse. L'état-major français ne tira pas grand profit de ce bataillon russe qui se mutina au camp

de la Courtine. Après la révolution russe, le choix fut donné aux légionnaires de rentrer en Russie ou de continuer à combattre sur le front français. Pendant tout ce train, que devenait Malinowski ? S'il opta pour le retour, c'est à son honneur de jeune révolutionnaire, mais que vient-il nous parler aujourd'hui de sa lutte contre « les Allemands » ? Cependant, s'il faut en croire la documentation que M. Rémy Roure publie dans « Le Figaro » du 1<sup>er</sup> juin, Malinowski choisit bel et bien de prendre rang dans la Légion volontaire russe sur le front français et il fut même décoré de la croix de guerre (une de plus dans son arsenal de médailles !). M. Rémy Roure trouve évidemment cela très bien. Pour nous, de toute façon, l'homme n'est pas beau...

Revenons donc un peu à Khrouchtchev, l'un de nos « grands ». Tous les éléments dits « progressistes » qui s'étaient déjà embarqués sur son bateau souffrent maintenant du mal de mer. Pour notre édification, il n'est pas mauvais de voir comment ils se débattent. Rendons toutefois justice à Mendès-France (de quelle collusion ne vais-je pas encore être accusé ?) ; dans « L'Express » du 19 mai, il montre avec modération, mais très nettement, la responsabilité de Khrouchtchev. Mais dans le numéro du 26 mai du même hebdomadaire, M. J.-J. Servan-Schreiber nous explique les choses lumineusement : le président des Etats-Unis s'était personnellement engagé, il y a plusieurs mois, à interrompre les vols d'espionnage des avions U-2. M. Servan-Schreiber sait cela. Comment le sait-il ? C'est M. Thorez qui l'a « révélé » au Comité Central. Il n'y a qu'un malheur : à la conférence de presse qu'il tint avant son départ de Paris, M. Khrouchtchev répondit à cette question d'un journaliste — une des rares questions pertinentes : « Pourquoi n'avez-vous pas parlé au Camp David, avec le Président Eisenhower, des avions U-2 ? » M. K répondit à peu près : « J'avais la bouche ouverte pour en parler, mais c'est à ce moment-là que le Président m'a appelé « mon ami »... Khrouchtchev devait répéter cela, quelques jours plus tard, devant l'assemblée des « ouvriers d'élite » de Moscou. Donc, la question des avions-photographes n'a pas été abordée au Camp David. Cela ne fait rien, M. Servan-Schreiber « sait » que Eisenhower s'était « engagé »... Mais alors, Khrouchtchev... Ne cherchez donc pas des cheveux sur la soupe. Il faut croire l'un ou l'autre ; et pourquoi pas les deux à la fois ? Cela n'a pas autrement d'importance.

\*\*\*

Ce qui serait plus important, c'est d'y voir plus clair sur les vraies raisons du changement d'orientation internationale de la Russie. Il a eu immédiatement pour conséquence un retour de la presse russe, intérieure et extérieure, au vocabulaire d'il y a quelques années. L'appareil marche dans un sens comme dans l'autre. Ce qui est important, c'est de chercher avec les militants qui nous touchent de près les explications qui nous manquent. « Les Informations Ouvrières » sont un bulletin qui essaie de donner une interprétation « ouvrière » des événements contemporains. Ses efforts nous intéressent. Dans son numéro du 21 mai, il écrit :

« Il faut rechercher les causes du nouveau tournant stalinien tant en U.R.S.S. même que dans les rapports entre l'U.R.S.S. et les démocraties populaires d'une part, entre l'U.R.S.S. et la Chine d'autre part. »

Cette phrase générale ne nous laisse guère de profit. Je ne l'ai citée que parce qu'elle prélude à ce paragraphe que je veux considérer plus longuement :

« Mais les raisons plus profondes ne peuvent être comprises que dans une analyse plus fondamentale : l'impérialisme mondial en général, l'impérialisme



américain en particulier, étouffe dans le cadre d'un marché mondial rétréci, incapable d'absorber le potentiel croissant des forces productives. La crise générale n'est évitée que par l'injection grandissante de crédits d'armements. Si, effectivement, la crainte des conséquences d'une troisième guerre mondiale est un élément qui freine le déclenchement des hostilités, pour un délai impossible à estimer, il n'en reste pas moins que, sans l'ouverture de nouveaux marchés, sous une forme ou sous une autre, l'impérialisme préférera la guerre à son écroulement dans la crise économique. »

Je tiens d'abord à prendre un certain nombre de précautions oratoires qui — l'expérience l'a prouvé — ne sont pas inutiles, même dans ces colonnes largement ouvertes aux hérésies, et spécialement à elles. Je ne veux donner la leçon à quiconque ; au contraire, je veux apprendre de tous. Les questions qu'il m'arrive de poser ici ne visent qu'à nous éclairer les uns et les autres, et — je ne m'en cache pas — à nous faire abandonner peut-être quelques idées qui sont pour nous « des idées toutes faites », bien plus des fardeaux que des outils. Ceci étant dit, les camarades ne s'arrêteront pas pour autant de me chercher des noises et je serai mal fondé à m'en plaindre.

On ne peut pas dire du paragraphe que je viens de citer qu'il soit une hérésie. Au contraire, c'est un modèle d'orthodoxie. Je veux dire qu'on y trouve tout ce qui a cours généralement dans nos milieux. Rien n'y manque : il y a même « la crise générale » qui vient tout droit de la prophétie marxiste. Dans sa préface au « Capital », Marx a annoncé que, de crise en crise, le capitalisme tomberait dans « la crise générale ». (Je n'ai jamais bien compris en quoi consistait exactement ce phénomène, mais

c'est peut-être manque d'attention ou insuffisance générale.) Ici, les camarades nous disent que le capitalisme n'évite sa crise générale que par l'armement. Rien de nouveau, non plus. Cette idée très répandue est-elle vraie ? Je ferai déjà remarquer qu'on entend dire aussi qu'en France, le régime est écrasé par le poids des armements. Je n'aime pas ces explications passe-partout qui expliquent une chose et, aussi bien, le contraire. Les armements sont financés par un prélèvement sur le revenu national. Au fond, ils « rétrécissent » le marché intérieur et le rendent encore moins « capable d'absorber le potentiel croissant des forces productives ». Admettons donc que ce soit une des contradictions du capitalisme. Pourquoi ce prélèvement nécessaire sur la consommation des masses n'aurait-il pas d'autres fins ? Par exemple, l'aide aux pays sous-développés, ce qui aurait d'ailleurs pour résultat d'ouvrir davantage le marché mondial. Ne me dites pas que le capitalisme ne fait pas cela ; d'abord, parce qu'il le fait dans une certaine mesure ; ensuite, parce que vous voulez prouver qu'il n'a pas d'autre moyen que l'armement. S'il s'agit vraiment pour lui de trouver des débouchés à ses forces productives, dont la croissance l'étouffe, je dis qu'il a d'autres voies : la conquête de l'espace par exemple. J'ai l'impression désagréable de n'avoir pas été suffisamment clair. Je vous ai dit que je cherchais à comprendre. Ne vous contentez pas de répéter que je suis tout simplement tombé dans la contre-révolution. Vous ne me ferez jamais croire que la révolution soit attachée à des mythes. Mais si vous me mettez le nez dans mes erreurs et déviations, je n'en serai pas tellement surpris : ce ne sera certes pas la première fois que je me tromperai.

R. GUILLORE

## UNE GRÈVE AU TRUST HACHETTE

A la firme Hachette (le trust vert), les employés manifestent. Cela commença par l'annexe de la rue du Banquier où, sur 72 employés, 68 votèrent pour une grève de deux heures et 70 la firent. Cette grève fut décidée après diverses pétitions qui n'eurent pas d'écho auprès de la direction ; ces pétitions demandaient la révision des salaires, lesquels n'ont pas été modifiés à la base depuis deux ans. Ces pétitions furent signées par la grande majorité des employés dans toutes les annexes (boulevard Saint-Germain, rue Stanislas, rue des Cévennes, rue Christine et rue du Banquier).

Les délégués C.F.T.C. et C.G.T. eurent une entrevue avec la direction et présentèrent les revendications du personnel consistant en un demande de relèvement du minimum, qui est, pour 140 points, 360 NF à 450 NF. La Direction répondit par la négative et renvoya les délégués devant le Syndicat des éditeurs, dont la maison Hachette a, par le biais, la direction.

Le mercredi 1er juin, réagissant contre ce refus, le personnel des diverses annexes débraya dans sa majorité vers les 15 heures et se réunit rue Pierre-Sarrasin, à l'annexe du boulevard Saint-Germain, où siège la direction. Une délégation composée de deux représentants de la C.F.T.C. et deux de la C.G.T., appuyée par un délégué C.G.T. de la maîtrise monterent à la direction. Le personnel attendit en tournant autour du pâté de maisons dont Hachette occupe les trois quarts et scandait : « Nos salaires, la maison Hachette peut payer. »

Vers 18 h. 20, les délégués apportèrent la réponse : la direction laissait prévoir quelque chose et demandait une entrevue pour le vendredi 3.

Cette entrevue, qui dura de 9 heures du matin à 14 heures, apportait dans une certaine mesure satisfaction aux délégués, car la direction consentit à discuter sur la base de 45 NF. Certains points restaient en litige et une nouvelle entrevue doit avoir lieu le jeudi 9 juin pour les résoudre.

Un communiqué en commun C.G.T.-C.F.T.C. fut établi dont voici le teneur :

*Ce jour 3 juin 1960, à 10 h. 30, 115, rue Réaumur, se sont ouvertes des négociations entre la direction et la délégation du personnel, assistée des représentants des organisations syndicales.*

Demande initiale du personnel : 1) pas de salaire de base au-dessous de 450 NF ; 2) supplément annuel du point (payable fin mai) porté de 0,12 à 0,15 NF ; 3) maintien du treizième mois.

Proposition de la direction : octroi d'une prime d'attente de 80 NF hiérarchisée au-dessus de 200 points.

Contre-proposition des représentants du personnel : 1) salaire de base mensuel à 140 points porté de 360 à 450 NF ; 2) hiérarchisation intégrale du supplément (soit 90 NF) ; 3) intégration de ce supplément dans la base de calcul de la prime d'ancienneté ainsi que du treizième mois ; 4) supplément annuel (payable à fin mai) porté à 0,15 NF du point.

La direction doit examiner ces contre-propositions et une nouvelle réunion est prévue pour le jeudi 9 juin, à 10 heures.

Nous pouvons regretter, quant à nous, syndicalistes révolutionnaires, que ce communiqué mette en avant la hiérarchisation. Mais quand on connaît l'esprit peu révolutionnaire, pour ne pas dire anti, d'une grosse partie du personnel de la maison Hachette, nous devons nous réjouir de ce qui vient de se passer dans cette firme.

Ces revendications dont on parlait depuis longtemps déjà ont été prises en mains par les employés de l'annexe de la rue du Banquier, annexe ouverte depuis quelques mois seulement.

Ce fut un mouvement d'une telle ampleur, auquel la direction était loin de s'attendre. Il faut remonter à 1947 pour retrouver un mouvement où le personnel soutint une grève contre le trust Hachette, grève qui dura six semaines.

À l'heure où nous écrivons, les discussions ne sont pas terminées ; aussi reviendrons-nous sur les résultats de ce magnifique réveil des travailleurs de chez Hachette.

R. MARCHETI.



# Justification de nos partis pris !

Il est dans l'article de Maitron, dont j'apprécie le ton amical, deux appréciations d'ordre personnel que je voudrais relever.

Je n'aurais plus de rapports avec le... « monde » communiste ? Il est vrai que l'on ne me voit plus guère dans les réunions. De là à m'imaginer isolé dans une sorte de tour d'ivoire, c'est une déduction normale. Malheureusement faussée par deux erreurs foncières... au départ et à l'arrivée.

Avant la guerre, militant surtout au Syndicat de l'Enseignement, je ne connaissais que des communistes déjà engagés dans l'appareil, encore perméables sans doute aux influences extérieures, cependant déjà immunisés contre les scrupules de conscience, ayant trop sacrifié au Parti de leur personnalité, pour ne pas se soumettre aux consignes avec un acharnement quelquefois désespéré.

L'expérience dont j'ai bénéficié après guerre au bureau de l'Union des Syndicats F.O. m'a certainement beaucoup appris.

J'ai rencontré là des militants ouvriers dont la valeur a pu m'illusionner sur les possibilités de F.O. Etaient-ce d'ailleurs des illusions ? Mais enfin je rencontrais là des hommes — les meilleurs — qui avaient pris conscience d'eux-mêmes, par opposition aux stalinien. Ce qui faussait leur jugement et le nôtre sur les mouvements d'opinion au sein de la masse ouvrière, « cette foule qui se tait » et qu'il faut entendre.

Ma « tour d'ivoire » d'aujourd'hui se situe à l'entresol d'une grande bâtisse où l'on est exposé à des courants d'air verticaux et horizontaux et soumis à l'agitation bruyante, discordante et joyeuse d'une jeune humanité qui pose des problèmes plus accablants que nos « grands problèmes ». Mais il y a là aussi un carrefour de générations. Ceux qui demeurent, ceux qui passent et ceux qui reviennent appartiennent — pour quelques-uns — à l'élite intellectuelle, pour le plus grand nombre à la classe des travailleurs où ma tendre confiance les place dans... l'élite intelligente.

Je rencontre des vieux qui n'ont pas atteint l'âge de la sénescence, des jeunes à peine entrés dans l'âge de la maturité, de multiples origines nationales et raciales. Pour peu que je les écoute ou que je les provoque, je prends par eux contact avec une opinion publique, échappant à l'artifice des réunions et des tendances, mais particulièrement perméable aux slogans qu'une propagande astucieuse offre aux âmes sensibles et aux esprits curieux. Mes réactions — qui heurtent les uns et importunent les autres — ne sont souvent que des répliques ou des corrections... à retardement.

Il m'est pénible, d'autre part, de lire, sous la signature d'un ami dont l'humanisme généreux nous paraît salutaire et réconfortant, que je considère les communistes comme « des criminels » avec qui « tout entretien devient sacrilège » et que je ne vois les réalités communistes qu'à travers le prisme déformant présenté par l'anticommunisme lucratif.

Mon antistalinisme s'est affirmé en effet depuis trente ans dans tous les congrès auxquels j'ai participé.

Cependant, au congrès confédéral F.O. de 1952, je rappelaï une réflexion de ma compagne, fixant des soldats allemands en 1942, alors que tant de fantômes nous hantaient déjà : « **Je cherche l'humain dans leurs yeux.** » Et je demandais à mes camarades de regarder les ouvriers stalinisés, comme

on avait voulu regarder les soldats d'Hitler. « Chercher l'humain dans leurs yeux, découvrir l'homme sous le partisan, le travailleur sous l'uniforme. **Loin de les haïr, nous voulons les vaincre pour les libérer.** »

## LA CURE DE DESTALINISATION

Je pense aux ouvriers abusés, non aux intellectuels qui se laissent trop facilement abuser et qui découvrent aujourd'hui ce qui aurait dû les révolter hier, sans que nous puissions savoir s'ils obéissent à leur propre conscience ou à une consigne nouvelle. Quand j'entends ces travailleurs, car je les entends, je reconnais souvent les voix de la révolte telles qu'elles ont résonné et résonnent encore en moi. Ce qui me navre, c'est qu'elles appellent trop souvent le Sauveur suprême... que celui-ci s'appelle le Parti... ou parfois Mendès-France ou même de Gaulle. Ce qui soulève ma colère, c'est que leurs espoirs d'en sortir loin de fortifier leur volonté propre renforcent la puissance « des grands mensonges ».

Pour les libérer, des remèdes divergents en apparence peuvent concourir au même but : la patiente médication et la thérapeutique de choc. A la « R. P. », chacun de nous peut opérer selon son tempérament et ses possibilités. Ce qui n'est pas efficace immédiatement peut l'être à retardement. Maitron a raison de souligner l'aberration de certains ex-stalinien qui ont changé d'Eglise, sans dépouiller le vieil homme. J'ai rencontré d'autres transfuges. Militants qui nous condamnaient d'autant plus violemment en public qu'ils étaient plus troublés par la lecture « clandestine » de la « R. P. ». Une rupture brutale a suffi pour qu'ils se retrouvent là où nous nous tenons depuis trente-cinq ans.

Pour ceux-là la cure c'est un retour à la spontanéité ouvrière, à l'ambition révolutionnaire que le stalinisme a étouffée ou corrompue.

## LA RUPTURE TOTALE

Les autres, à qui pense certainement Maitron, ceux dont je ne partage pas les aspirations et à qui je n'ai nullement l'intention d'offrir l'exemple de ma pureté, m'apparaissent comme des nostalgiques d'un Parti communiste authentique. C'est à ceux-là que s'adressait mon article d'avril 1960. Sous le signe d'une anacholie — remâchage historique, dirait gentiment Duperray — avec la Réforme luthérienne du seizième siècle.

Comparaison n'est pas raison, mais illustration d'une vérité permanente. L'Eglise réformée s'est révélée, surtout en Allemagne et dans certains pays anglo-saxons, aussi intolérante que l'Eglise romaine et plus asservie au pouvoir politique. L'.. parti communiste authentique — et les sectes trotskystes qui le préfigurent le démontrent par leur comportement actuel — nous paraîtrait sans doute dangereux pour le syndicalisme révolutionnaire. Mais ce n'est pas là la question. Il s'agit de la Réforme, qui fut essentiellement un retour aux sources du christianisme et dont le succès ne fut possible que là où put se consommer la rupture totale et définitive avec l'autorité pontificale. J'assure Maitron que pour remonter aux sources du communisme, ce n'est pas l'Hagnauer de 1960, mais celui de 1920 qui intervenait dans le débat.

Notre adhésion à Moscou était motivée par trois idées forces : l'adhésion à une Internationale dont le parti bolchevik ne devait être que la fraction



munistes, d'inspiration douteuse, et consciemment ou non, nous servirions la Droite ? Cette géographie politique ne nous convient guère. Nous sommes payés pour savoir qu'on peut mener une politique de Droite, sous des phrases de gauche. Et qu'il y a souvent entre le communisme moscouaire et l'anticommunisme réactionnaire, une complicité implicite qui n'est pas toujours inconsciente et involontaire. Nous sommes capables d'utiliser une documentation tirée **la plus active ; la liquidation de la politique de guerre et des diktats imposés par la victoire militaire ; le soutien, non du gouvernement de Moscou, mais de la révolution socialiste d'octobre 1917.**

Cette clarté n'a rien à voir avec la pureté doctrinale. M. K. s'est présenté comme le représentant de l'Internationale, de la Paix et du Socialisme. Or même si M. K. n'est pas Staline (quel Staline d'ailleurs ? Celui de 1953 n'était pas celui de 1929, encore moins celui de 1923), M. K. reste l'héritier du stalinisme — **c'est-à-dire la domestication puis la suppression de l'Internationale communiste ; une vassalisation de l'Allemagne par un Versailles renforcé ; surtout la liquidation des conquêtes et des combattants d'octobre 1917.**

Pour ne prendre qu'un exemple : j'ai dit et je maintiens que la paix séparée germano-russe signée à Brest-Litovsk en 1918 fut loyale et logique, d'un point de vue internationaliste, socialiste et ouvrier. M. Oreste Rosenfeld, bonze du parti socialiste unifié, évoque avec attendrissement la fraternité d'armes franco-russe. Ce sont là, en effet, deux tendances diamétralement opposées.

#### CHOIX DECISIF AUX MOMENTS DECISIFS

Cette notion de rupture totale déplaît à Maitron et son déplaisir ne m'étonne pas, me paraît même tout à fait louable. Il m'avait déjà parlé d'un changement de climat dans ses relations, d'ordre intellectuel, avec les communistes qu'il rencontre. Historien, il se refuse aussi bien à soumettre la vérité aux partis-pris plus ou moins légitimes, qu'à sacrifier « l'humain » aux... lois historiques plus ou moins établies. J'approuve sans difficulté toutes ces observations générales, même lorsqu'elles impliquent quelque critique de mon style et de mes excès. Il reste malheureusement deux questions particulières et précises auxquelles il faut bien répondre : 1° Si l'étude doit être objective, l'action n'est-elle pas toujours déterminée par ce que Lénine aurait appelé un **choix décisif aux moments décisifs**. Je n'ai jamais approché d'homme plus scrupuleux que Mornat dans la connaissance d'une affaire, mieux disposé que lui à entendre et assimiler des thèses contradictoires. Mais jamais je ne l'ai vu hésiter **lorsque sa conviction et son intuition l'obligeaient à abandonner à un carrefour important des bagages encombrants et des compagnons craintifs ou las ou... attentistes par désir conciliant.**

2° L'intellectuel ex-stalinien peut-il redevenir un « clerc » qui ne trahit plus, sans rompre avec la discipline du Parti ? Maitron et Duperray pensent l'un et l'autre (il n'importe qu'à moi que l'un le dise avec amitié et l'autre avec... acidité) que nos sentiments actuels sont hypothéqués par nos rancoeurs passées. Si c'est vrai, c'est involontaire de ma part. Délibérément, ce ne sont pas mes souvenirs mais mes observations actuelles et mes spéculations d'avenir qui contrarient mes élans cordiaux.

En Chine... l'épanouissement des mille fleurs aboutissant à l'arrachage brutal « des mauvaises herbes ». En U.R.S.S. la nouvelle offensive « lyssenkiste » liquidant les savants qui avaient osé publiquement passer de l'approbation formaliste et tiède à l'objection prudente et insinuante.

En France, la condamnation du Baby... des dévotionnistes malgré eux qui n'avaient pas pressenti le « nouveau cours », permet de repérer le point de rupture entre la fidélité à la science et l'obéis-

sance à Thorez. Lorsque Maitron rencontre un intellectuel communiste dans un de ces refuges de l'esprit — où il rassemble une si riche documentation — je suis sûr que sa bonne foi n'est pas abusée par la mauvaise foi de son interlocuteur.

#### UN PROGRAMME HISTORIQUE POUR ENFANTS D'OUVRIERS

Mais voici notre intellectuel en uniforme dans une officine du Parti. Voici le programme d'Histoire composé pour les enfants des classes de fin d'études primaires (*L'Ecole et la Nation*, mai 1960). C'est signé O. Soret, instituteur. C'est surtitré : **F.E.P. : les points essentiels**. C'est intitulé « **Les grands moments de la politique mondiale et de la politique française depuis 1917** ».

La leçon 33 est consacrée à la **Révolution d'octobre 1917 et aux traités de paix**. Pas un mot sur Brest-Litovsk et l'appel historique des Soviets pour une paix sans annexions, ni indemnités. Pas un mot sur les conséquences du traité de Versailles (simpletment cité). « **Les vainqueurs organisent un front de l'ensemble des pays capitalistes (vainqueurs et vaincus) contre le bolchevisme.** » Or, en 1922, l'U.R.S.S. participa à la conférence interalliée de Gênes, signa avec l'Allemagne le traité de Rapallo, renoua dès 1923 des relations économiques et politiques avec l'Italie de Mussolini. En 1924, les relations diplomatiques sont rétablies entre l'U.R.S.S. et l'Angleterre et la France, en 1927 avec les Etats-Unis.

Passons sur la tentative fasciste du 6 février 1934 à laquelle s'opposent **les ouvriers communistes le 9 février** (1). La grève générale du 12 février 1934 est incluse dans le chapitre : **Le Front populaire**. « **La réunification syndicale** » daté de septembre 1935 (alors qu'elle fut réalisée au congrès de Toulouse d'avril 1936) inscrite sous la même rubrique, apparaît comme la suite logique du « **parti d'unité d'action socialiste-communiste** ». Il est vrai que ces enfants ignoreront la scission de 1921.

Mais voici des événements plus récents, que, sans « remôchage historique », les encore jeunes et les amortis peuvent connaître par leurs souvenirs. Voyons ce que ces enfants doivent savoir du pacte Hitler-Staline :

« **En 1939... la France et l'Angleterre mènent un double jeu : conversations avec l'U.R.S.S., tentative d'entente avec l'Allemagne, pour jeter Hitler contre l'U.R.S.S.**

**Cette dernière manœuvre sera déjouée par l'U.R.S.S. (Pacte de non-agression du 23 août 1939)** ». Notons en passant cette éloquente omission. On ne dit pas quels furent les signataires de ce pacte.

« **Plus loin, après la guerre-éclair en Pologne : Hitler occupe une partie de la Pologne, mais l'U.R.S.S. l'empêche d'en occuper l'autre partie ainsi que les Etats baltes.** » Ce Soret est un humoriste qui s'ignore. Sa formule s'apparente au « **on les tue pour leur apprendre à vivre** ». Rappelons simplement que le partage de la Pologne fut décidé par un accord secret conclu avant le déclenchement des hostilités.

Dans tout ce chapitre consacré à la seconde guerre mondiale, il n'est question que de l'U.R.S.S. Pas un mot sur la *résistance anglaise*, ni sur l'*intervention américaine*.

Quant à la Résistance nationale, elle est lancée par un **Appel à la Résistance** signé Maurice Thorez et Jacques Duclos (lancé de France). On sait sans doute que le texte actuel de cet appel est le type du faux... par addition retardée. On sait aussi que Thorez avait déserté et avait atteint Moscou avant la capitulation en 1940.

(1) Nous avons déjà signalé cette odieuse déformation des faits. Le 6 février 1934, les communistes s'étaient joints aux fascistes. Le 9 février, il n'y eut des morts que... pour le communiqué.



L'appel du 18 juin 1940 (lancé par de Gaulle) ne fut pas un appel à la lutte armée sur le sol national... « **ainsi une fraction de la bourgeoisie prenait place dans le camp des alliés, pour défendre les intérêts impérialistes français** ».

Encore de vieilles histoires, dira Duperray en haussant les épaules. Pardon ! Cette abominable violation et amputation de la vérité historique (et je n'ai cité que quelques exemples) porte sur un passé long de quarante ans. Mais c'est bien **en mars 1960**, en pleine euphorie de la détente, que M. Soret publie cette vomissure. Alors, pourras-tu, ô Duperray, en octobre 1960, vitupérer contre le cléricanisme à l'école, aux côtés de M. Soret, instituteur laïque ?

### UNE RELIGION POUR LE PEUPLE !

Ce sont là, dira-t-on, des excès d'une propagande grossière. On ajoutera que des intellectuels communistes ne se contenteraient pas avec un tel brouet. C'est bien là que je vous attends.

Certes l'histoire ne serait pas ainsi déformée, même par M. Jean Bruhat, dans les Facultés ou dans les lycées.

Ce qui me paraît singulièrement grave, c'est justement que le programme soit dressé pour les enfants en fin de scolarité primaire. Ce n'est pas que les autres soient « initiés » ; personne, pas même Maurice Thorez ne connaît aujourd'hui les secrets de la grande politique, arrêtée à Moscou. Mais on réserve évidemment aux clercs et futurs clercs une dialectique plus subtile.

Il faut, n'est-ce pas, une religion pour le peuple, avec des explications et des symboles enfantins. Mais cette religion même n'est pas le communisme. Ou plutôt elle se base sur cette révélation primordiale, qu'il ne faut pas approfondir : le communisme, c'est l'U.R.S.S.

C'est tellement vrai que les plus intelligents parmi les jeunes ouvriers, ainsi empoisonnés par un tel enseignement, ne s'attardent guère à suivre les méandres de la politique communiste française. Là, ils peuvent exercer directement leur esprit critique. Mais ils restent convaincus que la réalité soviétique confirme le miracle de la Révélation.

### PROPOS D'UN JEUNE

Un de ces jeunes que je rencontre souvent au « carrefour » où je réside, a voulu spontanément me préciser ses tendances personnelles :

« Je dois tout de suite vous dire que je ne suis pas communiste, ni pro-communiste. J'ai été syndiqué à la C.G.T. pendant de nombreuses années et j'ai été maintes fois en désaccord avec l'opinion et l'action de mon syndicat. Malgré tout, j'ai beaucoup de sympathie pour l'expérience soviétique. Je n'ai pas été sans remarquer son dénigrement systématique par la Droite et je me suis demandé quelle est la part de propagande.

« Evidemment j'avais aussi par mon père « socialiste » une opinion plutôt « anti », mais je mettais cela sur le compte de petites rivalités de parti.

« Je n'arrive pas à me convaincre que vous avez absolument raison. Vous serez d'accord avec moi, je crois, pour admettre comme vérité que la jeune U.R.S.S. a failli être écrasée par une coalition internationale ? »

Il y a évidemment le parallèle bien connu entre Robespierre et Lénine à qui mon jeune ami attribue « toute la responsabilité d'une Terreur sans discrimination et dont il écrit « qu'il fut un monstre et pourtant un grand homme ». Ainsi Staline « l'homme d'acier » cruel et despotique serait — pour des causes apparemment contradictoires — « le précurseur de « l'Humanité de demain ». Le contexte qui évoque encore la Révolution de 1789 éclaire cet état d'esprit, beaucoup moins singulier qu'on ne croit : « 1789 a manqué son but. Ce fut une révolution bourgeoise qui n'a entraîné la masse mécontente

que pour s'en servir. Vous savez aujourd'hui ce qui en reste. »

Ce qui suit est à la fois édifiant et émouvant. C'est toute la tragédie d'une jeunesse qui nous voit perdus dans un humanisme suranné, qui, parce qu'elle a conquis une vie relativement plus facile, se croit privilégiée, veut se persuader que seule la force compte et s'attendrit tout de même sur le sort des « esclaves modernes », accablés par la Fatalité mécanique, abrutis par les loisirs mécaniques. Tout cela appellerait une plus longue attention.

Ce n'est pas notre sujet aujourd'hui. Mais cela éclaire notre débat, plus qu'on ne pourrait le croire.

### LES FAITS ON TOUJOURS RAISON

Mon jeune ami ne s'offensera pas de mes « réflexions historiques ». Car de ses erreurs nous portons tous la responsabilité, nous d'abord enseignants, nous aussi vieux militants socialistes. Et me voilà ramené à mes éternels propos sur « l'actualité de l'Histoire ». Certaines nations que nous pensions acquises sur le caractère et les conditions mêmes de « notre » Révolution n'ont jamais été aussi ignorées ou obscurcies qu'aujourd'hui.

Je ne cherche pas « ma » vérité en rapportant par exemple que la Révolution nécessairement bourgeoise a été accomplie par l'Assemblée Nationale Constituante, de 1789 à 1791 — et que le **jacobinisme de Robespierre** ne fut qu'une **anomalie extraordinaire**, très limitée dans le temps (1792 à 1794), provoquée par les nécessités de guerre et non par des principes pré-établis, et que, contrairement à une légende imbécile, **les robespierristes sont demeurés unis et solidaires de la tribune du club à l'échafaud de Thermidor**.

Si l'on veut établir une analogie avec le phénomène russe « **mutatis mutandis** », il faut comparer le jacobinisme avec le **communisme de guerre** où la Terreur, naturellement injuste et meurtrière, fut beaucoup moins « monstrueuse » que sous Staline, dont le titre officiel précise la cause, à laquelle Lénine voulut mettre fin avec la **Nouvelle politique économique** en 1921. Ce fut là comme en France, lors de Thermidor, le tournant décisif. Pour Lénine et Trotsky, c'était une étape sur la voie de la réalisation **internationale** du socialisme, qui par un **affaiblissement progressif des contraintes centralistes aboutirait à la disparition de l'Etat**.

Cela ce sont encore des faits... avec en plus des prévisions plus hasardeuses. Rien ne nous permet d'affirmer que Lénine et Trotsky auraient réussi. Ce qui n'est pas contestable, c'est que ce tournant a été marqué internationalement dès 1922 par la normalisation des rapports entre l'U.R.S.S. et **toutes** les autres puissances ; que tous « **les complots de l'étranger** » réprimés par Staline dans la suite ne furent que **des machinations fabriquées à Moscou, dont aucune n'a résisté à l'examen contradictoire des faits**. Sur le plan national, Staline s'est engagé, dès 1924, dans une voie diamétralement opposée à celle de Lénine, c'est-à-dire celle du « **socialisme dans un seul pays** », avec un renforcement démesuré des pouvoirs de l'Etat qui, en 1953, — **SOIT 30 ANS APRES LA REVOLUTION** — était infiniment plus fort qu'il ne fut jamais sous aucun régime et dans aucun autre pays.

On s'est demandé si Bonaparte était l'héritier de Robespierre ? C'est vrai si l'on admet qu'il a tuer le père, avant qu'il ait rédigé son testament. Le doute n'est pas permis dans l'affaire russe. Si Staline est l'héritier de Lénine, il a utilisé l'héritage pour réaliser le contraire de ce qu'avait projeté et espéré le père.

### SEDUCTIONS DE L'ANTICOMMUNISME

A lire certains de nos contradicteurs, nous ne saurions que critiquer le système soviétique, en ramassant nos arguments dans les publications anticom-



des publications officielles de Moscou et ses satellites. Ce n'est pas notre faute si nous sommes obligés aussi de chercher dans les publications anticomunistes des informations que la presse ne nous fournit pas ou qu'elle communique trop discrètement. On a pu constater cependant (et encore dans notre dernier numéro) que cet appel à des compétences certaines, quant aux réalités russes, ne gêne pas des « prises de position » fort nettes, lorsque l'anticommunisme de quelques-uns se prolonge en désaveux et reniements des valeurs que nous avons servies, et que nous, nous continuons à servir.

Mais pourquoi nous reprocher nos partis-pris, sans répondre aux questions essentielles que nous n'avons pas cessé de poser ?

Il est trop facile de s'en tenir au dilemme ordinaire, tel que partisans et adversaires des Soviets s'obstinent à le poser : **le Capitalisme à l'Ouest, le Socialisme à l'Est**, en ajoutant quelquefois : à l'Ouest : **liberté sans socialisme**, à l'Est : **socialisme sans liberté**. Simplification idéologique qui aboutit à un jeu d'étiquettes de couleur différente pour distinguer des éléments identiques.

## DEUX ETIQUETTES POUR UN SEUL PHENOMENE

Il n'est qu'un seul critère pour apprécier le socialisme de Staline et de Khrouchtchev, en négligeant même des contraintes et des atrocités qui à nos yeux ne seraient pas justifiées par des promesses socialistes. Un seul ? **La démonstration que l'évolution soviétique est foncièrement différente de celle du capitalisme.**

On nous répète que le génie cruel de Staline a tiré la Russie de la barbarie féodale et en a fait une grande puissance industrielle. Démonstration facile : rien en 1917, une expansion unique par son rythme de 1924 à 1960. Malheureusement les deux termes sont également faux. Tous les écrivains socialistes — et Lénine lui-même — ont reconnu non seulement que **le développement économique de la Russie fut relativement plus rapide que celui des autres grandes puissances de 1900 à 1914, mais encore qu'en 1914 le capitalisme indigène y occupait une place plus importante que le capitalisme étranger.**

La fin du tzarisme précipitée par la guerre était fatale, à plus ou moins longue échéance.

Quant à la rapidité unique de l'expansion soviétique, elle n'est vraie que si l'on ne veut pas procéder préalablement à un décalage dans le temps. Il n'y eut jamais synchronisme dans l'évolution des grandes puissances. L'Angleterre a précédé la France qui a précédé l'Allemagne et les Etats-Unis. Il faut donc comparer à la Russie en expansion de 1929 à 1960 l'Angleterre de 1815 à 1840, la France de 1830 à 1870, l'Allemagne de 1860 à 1900, les Etats-Unis de 1880 à 1920 (périodes arbitrairement fixées sans doute, mais où l'on peut apprécier la vitesse des phénomènes).

Nous avons montré que le tournant stalinien de 1929 présente exactement les mêmes caractères que **l'accumulation primitive en Angleterre**, décrite par Marx et Engels avec suffisamment de relief. La politique de collectivisation de l'agriculture — aux conséquences tragiques — n'est pas différente par sa nature de cette expropriation brutale des petits paysans, cette immigration forcée des pauvres de la campagne à la ville, qui a mis à la disposition de l'industrie anglaise une main-d'œuvre massive dont l'exploitation était facilitée par la constante « armée de réserve des chômeurs ».

## COLONIALISME CAPITALISTE ET SOVIETIQUE

Mais il est un autre caractère du passage du capitalisme classique à l'impérialisme que nous avons déjà signalé dans l'évolution soviétique. C'est l'exploitation des colonies. D'abord l'accapement des richesses naturelles — quelquefois sous la forme de simple pillage — par la métropole, puis l'exporta-

tion des marchandises, enfin l'exportation des capitaux, dont le profit était fortement accentué par l'exploitation de la main-d'œuvre indigène.

C'est exactement ce qui s'est passé dans l'Empire stalinien depuis 1945. Le gouvernement soviétique a reconnu dans une déclaration officielle du 30 octobre 1956 « que des violations et des erreurs ont été commises qui ont réduit la portée des principes de l'égalité des droits dans les relations entre Etats socialistes ».

Duperray — qui nous critique avec quelque vigueur — n'a-t-il jamais remarqué que nous n'avons pas cessé depuis 1950 d'attirer l'attention de nos camarades sur cette exploitation forcée des satellites par le système des sociétés mixtes à prédominance soviétique ; par la fixation arbitraire des prix des exportations et des importations (le charbon polonais était vendu à l'U.R.S.S. au dixième du prix mondial) ; par les prélèvements sur l'équipement industriel d'Allemagne, de Chine, de Hongrie, etc. ; par l'orientation de l'économie de chaque satellite selon les ordres de « conseillers soviétiques », etc.

Nous avons expliqué par les résistances à cet impérialisme la dissidence yougoslave, le procès Rajk, les révoltes de 1953 en Tchécoslovaquie, en Allemagne orientale, celles de 1956 en Pologne et en Hongrie.

La rectification de cette politique aurait-elle été exécutée sans ces « déviations » au sommet et cette agitation spontanée à la base ? Nous avons le droit d'en douter.

Mais ce tournant n'est pas plus socialiste que la politique précédente. L'U.R.S.S. — nous l'avons aussi signalé après notre ami Barton — souffre d'une réelle pénurie de main-d'œuvre. Peut-être aussi (et c'est là notre seul espoir) peut-on moins facilement aujourd'hui domestiquer en Russie la classe technocratique et y soumettre la classe ouvrière. Alors ce que nous avons aussi signalé : l'investissement de plus en plus dense des capitaux américains en Europe, là où la main-d'œuvre est moins exigeante qu'aux Etats-Unis, se produit parallèlement et pour la même cause à l'Est.

Mais là c'est mené avec beaucoup plus de rigueur logique. On a spécialisé les industries, afin de les rendre étroitement dépendantes de l'U.R.S.S. qui fournit des matières premières et reçoit de l'équipement industriel et des machines. En 1957, la valeur des importations d'Allemagne de l'Est en U.R.S.S. est trois fois supérieure à celle des exportations d'U.R.S.S. Et la moitié de ces importations sont composées de machines et de produits d'équipement. La même tendance apparaît dans les relations de l'U.R.S.S. avec ses satellites. Il y a là évidemment une astuce diabolique. **Un pays sous-développé exporte des matières premières et importe des produits fabriqués. Un pays industriel tente de compenser ses importations de matières premières par des exportations de produits fabriqués.** Ainsi l'Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle recevait la laine d'Australie, le coton d'Amérique et exportait dans le monde entier les produits de son industrie textile.

Mais lorsque les matières premières ont une seule origine, les produits fabriqués une seule destination, c'est le type même d'une forme savante de colonisation, comparable aux affaires des grands négociants d'autrefois fournissant à de petits ateliers dispersés du fil et leur rachetant les tissus : **ventes et achats à des prix fixés souverainement par le maître.**

Deux renseignements illustrent cette interprétation. Il y a le même déséquilibre dans le commerce de l'U.R.S.S. et de la Yougoslavie. Les exportations yougoslaves valent deux fois et demi les importations russes en Yougoslavie. Mais 5 % seulement des ventes yougoslaves sont constituées par des équipements industriels. La Yougoslavie garde ses machines pour ses propres activités et besoins, parce qu'elle n'est pas politiquement vassale.



On sait que le salaire réel en U.R.S.S. était assez bas en 1939. En 1954 il aurait augmenté de 29 % (taux vraisemblable mais contestable). Or, sur la base 100 en 1939, le salaire réel était tombé en 1954 à 77 pour l'Allemagne orientale, 60 pour la Pologne, 59 pour la Tchécoslovaquie, 72 pour la Hongrie, soit de 23 à 40 % d'avilissement.

### POSSIBILITES SOCIALISTES DANS UNE ECONOMIE CAPITALISTE

Cependant nous en convenons. Deux éléments essentiels manquent dans l'évolution soviétique, pour que nous puissions la confondre avec l'évolution capitaliste. A l'origine l'existence d'une bourgeoisie ayant acquis au cours d'une formation séculaire, la compétence économique et la conscience politique. Au cours du développement industriel, la formation d'une classe ouvrière, ayant acquis la science de son malheur et créant ses propres organisations, menant son propre mouvement.

Mais, nous l'écrivions ici, sans nous inquiéter du scandale d'une telle confiance. **Ces différences sont à l'avantage du capitalisme et tendraient même à prouver qu'il y a plus de possibilités socialistes à l'Ouest qu'à l'Est.**

En effet la classe bourgeoise a été remplacée en U.R.S.S. par une bureaucratie jouissant de privilèges exorbitants.

Les contradictions internes du capitalisme occidental ont provoqué des crises et des misères, mais la loi même du profit a joué, en fin de compte, en faveur d'un équilibre des industries toujours instable, ce qui facilite le progrès technique (2).

De plus la mobilité du système, la survivance d'une petite bourgeoisie progressiste ou conservatrice ont facilité le contrôle démocratique de l'Etat.

**Le mouvement ouvrier, plus ou moins libre, a toujours contrarié, limité l'exploitation capitaliste, et ses revendications ont toujours favorisé le progrès technique.**

De l'autre côté, les plans soviétiques imposés par une dictature omnipotente, exécutés par une bureaucratie sans responsabilités réelles ont abouti à des discordances, des déséquilibres, des contradictions — que M. K. a lui-même dénoncés — qui ne furent résolus que par des purges violentes et profondes et des pertes incalculables.

**Surtout, la dictature non seulement n'a pas engendré de mouvement ouvrier, mais au contraire a liquidé les organisations ouvrières indépendantes aussi bien en Russie, que dans tous les pays satellites.**

Cette comparaison n'est pas une vue de l'esprit. Si l'on ne regarde que la condition ouvrière, on doit reconnaître que dans tous les pays capitalistes, avec quelques régressions provisoires, la condition ouvrière n'a pas cessé de s'améliorer.

En U.R.S.S. pendant la grande période du stalinisme, **toutes les conquêtes ouvrières de 1917 ont été successivement abandonnées.** Qu'il y eut des progrès en cette dernière décennie, on ne peut le nier. Des grèves durement réprimées, et la pénurie de main-d'œuvre les expliqueraient, sans en attribuer le mérite à M. K. **Et il reste que la grève demeure interdite, que les syndicats sont intégrés dans l'appareil d'Etat, que les conventions collectives ne sont pas discutées par les représentants ouvriers authentiques.**

D'autre part, les privilèges de la nouvelle classe « bureaucratique » ont été consolidés. Dans aucun autre pays, **l'échelle des salaires n'est aussi élevée.** Et pour ne prendre que cet exemple typique : **l'héritage a été rétabli, les droits de succession n'attein-**

**draient que 10 % des fortunes léguées** (impôt dérisoire par comparaison avec son assiette en France et aux Etats-Unis).

Mais c'est évidemment dans les pays industriels vassalisés que la condition ouvrière reste la plus pénible. Un document qui n'a guère passé la rampe est suffisamment récent pour que nous puissions nous y référer, sans parti-pris... « historique ». Ce sont les déclarations de Gomulka, publiées le 4 mars 1960, sur **le relèvement des normes du travail dans l'industrie polonaise.**

On sait ce que signifie cette formule. C'est pour un même salaire, un effort ouvrier plus important, ce qui revient à la diminution du salaire horaire. Et le Premier polonais précise que de **septembre 1959 à janvier 1960, il y eut dans quinze établissements industriels des branches les plus importantes de Varsovie, des diminutions de salaires atteignant 17 %.**

La cause c'est d'avord l'incapacité des ouvriers à effectuer les tâches dans un temps prévu par les nouvelles normes.

C'est ensuite une mauvaise organisation du travail

Tant pis pour les ouvriers. Gomulka ne se gêne pas pour leur annoncer que **l'augmentation de la productivité et de la production doit précéder tout relèvement des salaires.**

Le principe socialiste, répète-t-il après ses maîtres de Moscou, c'est : **A chacun selon son travail.**

Ainsi, au nom du socialisme, on bafoue la longue bataille menée par les organisations ouvrières contre le travail à la tâche et le salaire aux pièces. Le principe de tous les maîtres socialistes, c'était : **« De chacun selon ses capacités. A chacun selon ses besoins. »** Falsifier ainsi la pensée socialiste pour renforcer l'exploitation ouvrière c'est un scandaleux abus de confiance.

### LE MONSTRUEUX ABUS DE CONFIANCE

Et cette expression peut conclure ma réponse à la fois à Maitron et à Duperray et à mon jeune correspondant.

Le tract de l'**Union des Syndicalistes** n'était pas provoqué par la rencontre entre deux chefs d'Etat. On concédera à Duperray que nous avons laissé passer d'autres sujets de manifestation. Mais alors que l'on mobilisait les masses populaires pour saluer Khrouchtchev, personnification du Socialisme et de la Paix, nous avions le devoir de dénoncer ce monstrueux abus de confiance.

Cette initiative n'est pas née de réactions intellectuelles et doctrinales. Nous la devons à la lucidité de militants ouvriers qui ont vu l'essentiel, c'est-à-dire **l'utilisation de la dictature pour « discipliner » les salariés et donc garantir les profits.** Les investissements américains en Europe, les commandes de l'U.R.S.S. à ses satellites, les bonnes affaires entre l'Est et l'Ouest, s'accomplissent sous le même signe, celui de **l'exploitation du travail pour obéir aux intérêts et faciliter l'expansion du capitalisme, qu'il soit privé ou étatisé.**

La logique des faits nous impose une seule politique : **la solidarité internationale des travailleurs, que ceux-ci soient ouvriers français, salariés des « businessmen » ou serfs de Khrouchtchev.**

Mais il ne s'agit pas seulement de saisir le moment présent. Il s'agit aussi — surtout ! — d'arracher la jeunesse à cette hypnose qui colore la passivité fataliste de formules magiques et d'un mythe légendaire.

L'U.R.S.S., malgré ses sputniks et ses fusées, la pompe grandiose de ses mises en scène, la virtuosité de ses propagandistes et la ferveur — plus ou moins désintéressée — de ses apologistes, n'est pas du tout la terre des miracles. Tout ce que nous pouvons savoir de ce qui s'y fait s'explique par des références aux analyses du capitalisme par

(2) Idée qu'il faudrait développer. La stabilité à opposer à la mutation des capitaux se portait spontanément là où un bouleversement technique crée de nouvelles sources de profits.



les maîtres socialistes d'autrefois, comme ses prouesses techniques et scientifiques (beaucoup plus localisées qu'on ne le dit) s'expliquent par les travaux, les inventions et découvertes de savants de tous pays.

Pas de miracle en U.R.S.S. Pas de mystère. Pas de Révélation. Pas non plus de formule magique, éternelle, universelle de Révolution. Il y eut des révolutions localisées dans le temps et dans l'espace. La Révolution française de 1789 à 1791 fut une révolution bourgeoise réussie. La Révolution russe de 1917 fut l'annonce d'une révolution ouvrière, qui aboutit à une gigantesque faillite.

L'émancipation de la classe ouvrière imposera-t-elle une Révolution. Nous le croyons. C'est tout ce que nous pouvons dire, tout ce que nous pouvons offrir. Le reste nous échappe, parce que le temps de l'action est passé pour notre génération. A vous de vouloir. Ce n'est pas pouvoir. Mais on ne peut pas ce que l'on ne veut pas. Le salut est en vous !

**Roger HAGNAUER.**

P.-S. — Dans l'article : « Premier Mai solennel et revendication actuelle » (« R.P. » de mai 1960), quelques erreurs dues à ma mauvaise écriture et à ma négligence :

Ce n'est pas le 23 mai 1919, mais le 23 avril 1919 que Clemenceau fit voter la loi de huit heures.

Au haut de la 2<sup>e</sup> page, il faut lire : Premier Mai de 1886 et de 1906 (au lieu de 1960). On ne peut vraiment pas parler de préparation du dernier Premier Mai.

Je n'ai pas voulu répondre à tous les arguments de Maitron. Il est cependant une précision que je dois

apporter, pour dissiper une équivoque. Notre ami relève en effet ma « tirade » sur le dynamisme allemand et — tout en reconnaissant le caractère déplaisant de l'antigermanisme de M. Khrouchtchev — semble surpris de mon observation : « ... que ce dynamisme allemand ne se révèle belliqueux que parce que l'on s'oppose à son expression pacifique. » Il ajoute : « Si cela concerne aussi la période hitlérienne d'avant 1939, cela me paraît aberrant. »

Ce serait en effet aberrant si cela s'appliquait à l'Hitler de 1939. Mais ce que nous jugions aberrant à l'époque, c'était justement d'être obligé, sous la menace, d'accorder à Hitler ce que les pacifistes clairvoyants proposaient, depuis 1919, d'accorder à l'Allemagne de Weimar, c'est-à-dire la satisfaction de revendications allemandes justifiées.

Maitron n'ignore certainement pas que la question des territoires allemands des Sudètes, celle du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, celle de la Sarre, celle du couloir polonais étaient posées bien avant le premier putsch hitlérien. Il a fallu sans doute la crise mondiale de 1929 et ses effets catastrophiques pour que s'accomplisse la montée en flèche des suffrages hitlériens. Mais s'il n'y avait pas eu Versailles, les contraintes imposées à l'Allemagne, les absurdités du maintien d'une position de force que la France ne pouvait plus tenir, la démagogie hitlérienne ne serait pas apparue comme la seule issue à une petite bourgeoisie allemande prolétarisée et désespérée.

En regonflant l'antigermanisme français... ou anglais, M. Khrouchtchev utilise cette expérience. Ce qu'il espère, c'est la renaissance du nationalisme allemand — dont il profiterait, soit pour affirmer la vassalisation de l'Allemagne orientale, soit pour réaliser un nouveau pacte germano-soviétique.

## UNE ILLUSION DANGEREUSE

*Jean Maitron a reçu aussi la lettre suivante de Jean-Paul Samson, directeur de la revue « Témoins ». Celle-ci, qui exprime une prise de position différente de la nôtre, aidera certainement à faire démarrer l'utile débat réclamé par Maitron.*

Cher Jean Maitron,

Il serait bien naturel que, dans le perpétuel côtoiement qu'entraîne la vie à Paris, vous n'avez pas gardé souvenir de notre commune présence, ensemble avec Daniel Martinet, à certaine réunion des Amis de la Yougoslavie qui se tenait, il y a plus d'un an, dans les locaux d'une maison de couture — sic ! — de la rue Saint-Honoré, et où nous faisons plus ou moins figure, tous trois, d'hérétiques et de gêneurs. Pour ma part, toutefois, je n'ai pas oublié cette unique rencontre avec vous et même en ai conservé un amical souvenir. Et c'est dans l'éclairage de ce souvenir amical que je veux vous soumettre les réflexions que m'a suggérées votre « Non, je ne suis pas d'accord », paru dans la « R. P. » de ce mois-ci.

Autant le dire tout de suite : c'est avec votre « Je ne suis pas d'accord » que, moi, je ne suis pas d'accord à mon tour.

Ce qui n'aurait en soi aucune importance et ne mériterait pas que je vous l'écrive si ce n'était un moyen — peut-être — de clarifier quelques idées importantes pour vous, pour moi et pour tous ceux qui s'efforcent de dégager un sens de l'absurde imbroglio du monde où le sort nous fait vivre. Clarifier des idées, d'ailleurs, n'est pas assez dire, car il s'agit aussi, nous l'allons voir, de sentiments. Mais n'anticipons pas.

Pour éviter tout malentendu, il faut que je précise en premier lieu que cette divergence d'avec votre façon de voir, je ne viens pas vous la formuler pour prendre en bloc la défense d'Hagnauer, à qui s'adressent essentiellement vos critiques.

Certes, je ne peux pas vous suivre quand vous lui faites un reproche d'être « coupé du monde

communiste » depuis trente ans et allez presque jusqu'à dire que, de la façon bien entendue la plus désintéressée, il tendrait à ne plus voir les choses que de la manière dont les envisagent ceux qui les regardent à travers les lunettes déformantes d'un antisoviétisme systématique, dont ils ont fait une profession lucrative. (Mon antisoviétisme, soit dit en passant, n'est pas moins systématique que le sien : « Témoins », que je vous envoie régulièrement je crois depuis notre rencontre, ne m'a jamais « rapporté » que... les notes de l'imprimeur.) Votre « optimisme raisonné » est choqué par le pessimisme de ce que vous appelez, chez Hagnauer, de désespérantes visions (voilà bien où nous quittons le domaine des seules idées pour celui des sentiments, des tempéraments).. Votre amitié d'homme à homme avec des militants du P. C. que vous savez honnêtes — ce qui ne m'étonne pas : mon plus ancien et plus cher ami est du nombre — vous pousse à juger que le fait de partager ces désespérantes visions incite les camarades qui les adoptent à ne plus s'adresser aux membres du parti que comme à des criminels.

Non, dans tout cela, qui vise et la « R. P. » en général et Hagnauer en particulier, je ne puis vous donner raison. Si ces « visions », comme vous dites, quelque désespérantes qu'elles vous paraissent, étaient (ce que je crois) tout simplement objectives ?

Et quand vous déplorez qu'à la « R. P. » (et je suppose, avec encore bien plus de bien-fondé, à « Témoins ») l'on n'ait à offrir à ceux qui cherchent que des chapelles sans fidèles, je le déplore également, mais sans pouvoir, là non plus, davantage vous suivre si vous en inférez que cet isolement — trop réel — a pour cause chez le camarade dont vous combattez la position je ne sais quelle « obsession de pureté ». Comme si en nos temps de propagandes organisées à la mesure



des foules, il ne suffisait pas, pour ne pas être écouté par elles, d'avoir le constant souci (l'appeleriez-vous aussi obsession ?) de la vérité.

Donc, sur tous ces points, je n'hésiterai pas à défendre sans réserves la revue et le camarade qui font l'objet de vos observations.

Mais, cela dit, il me faut, afin de prévenir toute confusion, ajouter que ma réfutation de vos critiques tire peut-être le plus clair de sa valeur (si tant est qu'elle en ait une) du fait que je suis sans doute plus éloigné de vous et d'Hagnauer que vous ne l'êtes l'un de l'autre.

Tous deux, en effet, restez convaincu de la mission historique du prolétariat en tant que tel.

Pas moi.

Comme je l'ai bien des fois osé dire au cher Pierre Monatte, ce n'est pas pour rien que j'aurai traduit son ami, et le mien, Fritz Brupbacher, à l'école de qui j'en suis finalement venu à penser, si rien à vrai dire ne peut être entrepris d'humainement valable qui ne soit pas pour la classe ouvrière, cette exigence ou, si l'on préfère, cet impératif n'implique pas pour autant que l'évolution ou la mutation à laquelle nous aspirons tous doive ou puisse s'opérer uniquement par elle.

Ces petits cahiers de « Témoins » que je publie (trop rarement), souvent on les a dits, on les dit libertaires. Ce n'est pas inexact. Mais à la condition de ne pas perdre de vue (je ne parle que pour moi et non pour tous ceux des amis qui y collaborent) que ce mot — tout comme celui de socialisme, de communisme, etc. — ne peut vraisemblablement plus être pris aujourd'hui dans l'acception naïvement absolue, pour ne pas dire « choisisse », que le 19<sup>e</sup> siècle et le début du 20<sup>e</sup> lui conféraient. Dans mes si nombreux entretiens avec Silone, il m'est fréquemment arrivé de substituer à ces termes-là qui, les uns et les autres, recouvrent des concepts, celui de valeurs. Tout à fait à la façon dont, lors d'un très instructif colloque organisé en octobre à Bruxelles par l'Institut Imre Nagy, un Pierre Fougeyrollas ou un Michel Collinet disaient considérer les buts expressément proclamés du « mouvement » non plus comme des objectifs à atteindre tels quels, mais comme autant d'idées directrices qui, si même elles ne sont pas appelées à totalement s'incarner dans le réel, ont cependant cette irremplaçable signification de pouvoir, si nous savons y veiller toujours, en déterminer l'humanisation progressive.

Je vous entends ici crier au réformisme ; et je ne doute pas — je vous disais bien que vous êtes plus proches l'un de l'autre que je ne le suis de vos positions à tous deux — qu'Hagnauer ne se récrierait pas moins fort que vous.

Eh bien, soit, disons que c'est une sorte de réformisme — bien que l'une des raisons les plus légitimes de s'alarmer du terme soit précisément de voir aujourd'hui les hommes comme Hagnauer et vous — les vrais hommes — laisser le monopole d'en assurer l'avènement aux... réformistes de naissance. (Voir la façon dont vient de s'opérer la révision, en soi non inutile, des programmes dans les partis « socialistes » d'Autriche, d'Allemagne, de Suisse et d'Angleterre.) C'est ceux que l'on aime que l'on voudrait voir oser avoir raison — pas les autres.

Là aussi, tout un temps de sa vie, celui de l'ancienne « Vie Ouvrière », Brupbacher avait à sa façon su faire la synthèse.

Mais, excusez-moi : à force de vouloir, par honnêteté, par souci de la clarté, situer nos positions respectives, je risquerais, après tout un « début » de lettre aussi long, d'abuser de votre patience si revenant enfin à la teneur de votre propre article, je n'essais maintenant de vous exposer en détail pourquoi je ne suis pas d'accord que vous ne soyez pas d'accord.

Je serai donc très bref.

La question qui vous tient le plus à cœur — pour commencer. Celle des rapports à entretenir avec les hommes encore aveuglés par leur fidélité au parti de M. Thorez. Je crois bien, mon cher Maitron, que sur ce point-là, comme sur quelques autres, vous vous aveuglez vous-même. Ainsi, aux temps les plus noirs du stalinisme, vous dites n'avoir jamais désespéré. Boufre ! (Encore une question, je pense, moins d'« opportunisme raisonné » que de tempérament...) Vous mettez même à l'actif de Staline qu'il ait « fait répandre l'enseignement des grands penseurs socialistes » (probablement, par exemple, en supprimant l'Institut Marx-Engels et en en faisant assassiner tous les principaux collaborateurs). Et, en France, vous citez comme preuve de la déstalinisation (au moins latente, je vous l'accorde) des meilleurs d'entre les intellectuels, le livre remarquable de Baby — dont il ne fallait cependant pas être grand clerc pour prévoir l'inévitable exclusion. Que voulez-vous, l'optimisme le plus « raisonné » ne peut pas empêcher que la machine, l'appareil reste plus que jamais intangible.

Est-ce vraiment « obsession de pureté » que d'affirmer qu'on ne peut, en réalité, travailler politiquement de quelque façon que ce soit avec les infortunés qui, risquaient-ils l'exclusion (une fois qu'ils l'ont effectivement subie, c'est autre chose) et fussent-ils, comme l'enfer, pavés des meilleures intentions imaginables, acceptent de rester enrégimentés dans un parti totalitaire et policier dans son essence ? Que beaucoup, individuellement, soient les plus chics types du monde, je vous l'accorde (moi qui vous ai parlé de ce mien ami). Mais croire qu'on puisse faire route ensemble avec eux, c'est ajouter aux leurs une illusion de plus, touchante mais non moins dangereuse.

Quant à ce Khrouchtchev en qui vous voyiez — à regret, ajoutiez-vous, mais enfin, vous le voyiez tel — l'agent d'une certaine déstalinisation, ce Khrouchtchev dont Hagnauer aurait eu le tort de déconsidérer la tournée de cirque à travers les territoires français, je suppose que son dernier exploit du torpillage de la conférence « au sommet » me dispense de vous en dire plus long : comment après cela, pourrais-je en effet ne pas oser admettre que vous en serez revenu, de ce doux négociateur et apôtre de la paix.

Tout fraternellement à vous.

Jean-Paul SAMSON.

## Les raisons d'une grève

Les sections syndicales et l'ensemble des enseignants de l'École nationale de radiotechnique et d'électricité appliquée de Clichy, en grève le 6 mai, ont étudié les modalités de divers refus de participation à des examens et concours de fin d'année. Ce programme d'action fait suite à leurs lettres et démarches précédentes, afin d'obtenir satisfaction sur les deux points suivants :

1) Suspension des décisions administratives qui ont, au mois de mars, sans préavis, en violation des engagements pris, frappé plusieurs catégories d'enseignants, à divers niveaux et jusqu'aux plus élevés, de majorations d'horaires dépassant parfois 25 %, sans augmentation de traitement, et de réductions de tarifs pour les heures supplémentaires pouvant atteindre 50 %.

2) Réduction du temps de service pour les professeurs enseignant dans les classes de techniciens supérieurs et dont les horaires ont été établis pour des classes de niveaux inférieurs.

Ces deux conditions leurs paraissent indispensables pour assurer une préparation convenable de leurs élèves à des techniques de plus en plus difficiles et de plus en plus importantes pour l'avenir du pays.



# RÉFLEXIONS D'UN ANCIEN

J'ai quelque peu « raccroché ». Si je suis toujours trésorier de l'Union des Métaux F.O. je ne mène plus la vie « militante active » comme par le passé, et je cherche le remplaçant qui voudra bien reprendre la besogne administrative que j'exerce présentement. La raison ? Elle est très simple. Je cours après 61 ans et, syndiqué depuis 1917, militant depuis 1918 pour l'obtention de « la semaine anglaise » (que de vieux souvenirs), toujours sur la brèche malgré pas mal de conneries, j'ai, avec l'aide de mes camarades, débattu et signé 43 conventions collectives, bourlingué un peu partout dans ce pays et même dans le monde. Aussi je suis fatigué. Je ne peux guère aspirer à la retraite ayant pas mal d'années sans Sécurité sociale (alors qu'en 1930 on se battait à coups de poings contre les cocos de la C.G.T.U., adversaires alors des Assurances sociales, ce qui est le plus drôle), alors j'aspire à un peu de repos ou tout au moins de tranquillité.

Ce qui fait que je ne « serre pas de près » l'actualité syndicale.

Et pour faire un article, dans la complexité et l'anarchie des salaires et de la durée du travail, il faut vivre de très près la vie du métal.

Et puis, bon Dieu, què font les jeunes ? Laval, Thareau, Chausse, Le Bras et beaucoup d'autres ne pourraient-ils, comme par le passé, donner un « papier » de temps à autre à la « R. P. » ?

Rangeant ma bibliothèque, je relisais quelques vieilles « R. P. » où ils en donnaient et des bons. Qu'est-ce qu'ils foutent, bon sang ?

C'est pourtant agréable de donner de soi-même. Certes, ça n'enrichit pas matériellement mais c'est si bon quand on fait un retour en arrière et que l'on se dit : « J'ai peut-être fait des bêtises, mais j'ai quand même travaillé pour les copains. Les 40 heures, les A.S., les congés payés, les retraites complémentaires, l'assurance chômage, les conventions collectives, etc., etc., ça c'est bon. » Et la richesse de tous ces souvenirs vaut bien, sinon mieux que la richesse matérielle.

J'ai été faire une virée à Marseille, à Monaco. J'avais bourlingué ma bosse par là en 1953. C'était pour moi une sorte de pèlerinage. Mais, quel changement ! Du travail, il y en a. De la construction, ça grouille. A Marseille ce n'est pas reconnaissable. Ainsi que le long de la côte, malgré le triste spectacle de Fréjus qui ne sera plus qu'un souvenir sous peu de temps.

J'ai assisté à Nice aux réunions du 1<sup>er</sup> Mai. C'était sympathique. Bien sûr il y avait de vieux camarades qui regrettaient les 1<sup>er</sup> Mai d'antan pleins de luttes et d'enthousiasme.

Mais à qui la faute ? A nous qui avons travaillé à l'amélioration du sort des travailleurs. Nous ne connaissons pas, il y a 40 ans, les conventions collectives et leurs clauses sociales ; nous n'étions pas protégés contre les maux du chômage, de la maladie et de la vieillesse. Oh ! certes, il y a encore beaucoup à faire, énormément. Mais il y a eu progrès. Et notre jeunesse n'est plus aussi enthousiaste dans ce domaine.

La faute aussi à cette jeunesse et à tous ceux qui profitent de ce progrès et n'ont même pas la reconnaissance du ventre.

La faute au syndicalisme divisé, plus préoccupé des places et des questions politiques. Les grands militent dans les hautes sphères et se préoccupent peu de la lutte des camarades de Saint-Bieuc ou de Saint-Nazaire.

Mais aussi parce qu'il n'évolue pas et ne suit pas la marche du temps.

N'est-il pas curieux qu'en 1936 nous nous trouvions devant un patronat inorganisé en fait, alors

qu'aujourd'hui c'est le contraire : organisation patronale puissante, solide, et unie dans une certaine mesure ; organisation ouvrière disparate, divisée, pauvre et politisée. Sans puissance.

Mauvais, le coco, disait au congrès du P. C. : « 10 % à peine d'ouvriers organisés toutes centrales réunies. » Forestier en donne 20 %. Dans l'industrie privée, c'est le premier qui a raison, et c'est pénible.

A mon sens, c'est dans tout cela qu'il faut trouver l'absence des travailleurs aux manifestations (???) actuelles du 1<sup>er</sup> Mai.

Pour la métallurgie, ça semble reconnu. Je souligne avec intention, car à la virulence des communiqués ne correspond pas tout à fait la virulence ouvrière.

Certes, il y a quelques brûlots. Quelques luttes énergiques aussi, comme à Saint-Nazaire et à Saint-Bieuc, dans cette Bretagne sous-développée. Que rencontrent-ils comme solidarité agissante ?

Voyons la General Motors : 68 licenciés à la suite de grèves tournantes. 68 pris au hasard et malgré l'avis de l'inspecteur du travail. Que font les autres ?

Les militants se démènent dans les commissions de conciliation, paritaires ou autres pour relever les salaires conventionnels. Je ne leur reproche pas. Ils peuvent peu devant l'inertie des travailleurs.

Pourquoi cette inertie ?

Oh ! c'est bien simple. LES SALAIRES REELS sont supérieurs de 28 à 40 % aux salaires conventionnels. Alors que les manœuvres ont 160 fr. à la convention, ils sont payés en réalité 210 francs. Quant aux P3, n'en parlons pas, ce serait trop triste. Reste les O.S. : 55 % dans la métallurgie, et dont les augmentations de salaires touchent le plus le coffre-fort. Eh bien ! ceux-là obtiennent de 220 à 250 fr. de l'heure. Le tarif conventionnel ne les intéresse pas.

Du chômage ? Le pourcentage est infime dans la métallurgie. Rentrant de vacances, je n'ai pas les statistiques exactes. Mais il n'y a pas 2.000 chômeurs dans la région parisienne dont un tiers d'Algériens. Sur 650.000 salariés au moins de métaux, le pourcentage est infime. D'autant que les chômeurs retrouvent rapidement du travail. Exception faite des Algériens. Hélas ! car c'est une honte. On peut dire que les chômeurs actuels sont itinérants : renvoyés ou licenciés d'une entreprise, ils retrouvent du travail peu de temps après.

Et l'ASSEDIC donne un bon coup de main dans ce domaine. Encore une belle réalisation syndicale.

Je conclus ma petite lettre sur cette critique : les Assurances sociales, Sécurité sociale, les retraites complémentaires UNIRS, les assurances chômage UNEDIC, ASSEDIC, sont des réalisations syndicales à gestions paritaires. Vont-ils devenir des organismes gouvernementaux, alors qu'ils ont été constitués pour pallier la carence gouvernementale ? Les organisations syndicales et les travailleurs vont-ils se laisser déposséder ?

Si l'augmentation des salaires vaut bien une grève, le maintien des avantages acquis vaudrait bien une révolte de la part de ceux à qui on veut enlever le droit de gérer eux-mêmes leurs œuvres sociales pour lesquelles ils payent et qui leur rendent des services incontestables.

Encore faudrait-il, bien sûr, qu'ils s'occupent de les gérer sérieusement.

Si j'ai eu la joie de voir les camarades de Nice s'occuper de leur ASSEDIC par exemple, il n'en est pas de même partout.

Ch. PATAT.



# Notes d'Economie et de Politique

## CONCOURS D'APLATISSEMENT

Ainsi donc, Khrouchtchev n'était pas encore prêt.

S'il avait laissé tenir la conférence au sommet et qu'il n'y eut pas obtenu satisfaction, il lui aurait fallu « claquer la porte », c'est-à-dire la fermer, en signant aussitôt avec Ulbricht le traité qui aurait mis Berlin tout entier sous la souveraineté de ce dernier. Au contraire, en ne laissant pas tenir la conférence, il s'est évité d'avoir à claquer la porte, autrement que par un torrent de paroles, ce qui est sans conséquences. Ce faisant, il a montré qu'il n'était pas encore prêt pour le grand jour, qu'il lui faut encore quelque temps pour parachever l'œuvre de préparation militaire et psychologique qui doit précéder ce grand jour.

Où en est le travail de préparation militaire ? Bien renseigné celui qui le dirait, mais il me semble avoir entendu à la radio qu'Allan Dulles aurait déclaré que les vols des U2 auraient permis de repérer 60 nouvelles rampes de lancement russes depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Si c'est exact, cela signifie que les préparatifs militaires de la Russie sont menés tambour battant.

Les préparatifs psychologiques, eux aussi, sont menés bon train, et, pour eux, pas besoin d'U2 pour les déceler. Leur objectif est évident : il s'agit, d'une part, de maintenir les Occidentaux d'Europe sous l'empire d'une peur grandissante, et, d'autre part, de leur faire perdre confiance dans la résolution et la puissance des Etats-Unis.

On peut dire que dans ces deux directions Khrouchtchev remporte des succès considérables.

Il a d'abord déconsidéré Eisenhower, plus que jamais homme d'Etat ne le fut, avec l'affaire de l'U2. Après avoir fait ou laissé annoncer par son gouvernement, très fièrement et très justement, que les vols d'avions américains au-dessus de la Russie continueraient parce qu'ils étaient indispensables à la sécurité de l'Amérique et de ses alliés, le président des Etats-Unis s'aplatissait totalement quelques jours plus tard en s'engageant solennellement à interdire désormais tout vol américain au-dessus de la Russie !

Ce qui fit dire à un chauffeur de taxi de Washington (cité par *France-soir*) ainsi qu'à tout homme de bon sens : « Si Eisenhower devait promettre à Khrouchtchev que nous ne survolerions plus jamais l'U.R.S.S. pour savoir ce qui se passe derrière le rideau de fer, ce n'était pas la peine qu'il nous dise la semaine dernière que ces vols étaient indispensables à notre sécurité ! »

Aussi Khrouchtchev put-il montrer le peu de cas qu'il faisait désormais du général-président en lui lançant au visage le retrait de l'invitation à Moscou, ainsi que le mépris dans lequel il les tenait tous, Eisenhower et ses partenaires, en refusant de tenir cette conférence au sommet à laquelle il les avait lui-même fait venir, les obligeant à repartir la queue entre les fesses, comme ces quémandeurs que l'on convoque puis qu'on renvoie presque aussitôt sans daigner les écouter.

Néanmoins l'Occident juge qu'il n'a pas encore été assez avili, qu'il lui faut s'abaisser encore davantage : non seulement, en effet, sa presse scrute avec une angoisse comique cha-

que nouveau discours de Khrouchtchev pour y découvrir si le noyau moscovite se durcit ou s'attendrit, mais ses chefs d'Etat ne cessent de rivaliser d'amabilités avec celui qui les a envoyés promener et qui continue à les ridiculiser chaque fois qu'il en a l'occasion, en répétant presque chaque jour qu'ils sont toujours prêts à rencontrer Khrouchtchev dès que celui-ci en manifestera le désir ; qu'il fasse un signe, et l'on se précipitera !

Non ! je vous le dis, jamais aucun homme d'Etat d'Occident ne s'était dans les temps modernes abaissé à ce point. Pour trouver un précédent, il faut remonter à Canossa, lorsque durant trois jours l'empereur Henri IV attendit, les pieds dans la neige, que le pape Grégoire VII voulût bien le recevoir.

La « mise en condition » de l'Occident a fait par là un bond énorme, à tel point qu'on se demande comment Khrouchtchev pourrait la pousser encore davantage. Mais il ne faut pas désespérer des Russes ! De leur imagination débordante et de la fougue effrénée de leur tempérament. Le grand jeu de l'insolence et de la peur ne fait que commencer ; il nous réserve encore sans doute de sérieuses surprises.

## LA DEBACLE

D'ailleurs « K » est magnifiquement servi par les événements, par des événements qui sont la suite logique de la politique suivie partout dans le monde par Eisenhower et ses hommes depuis huit ans.

Les fruits de cette politique sont mûrs et les voilà tous, maintenant, qui tombent les uns après les autres, à intervalles de plus en plus rapprochés.

Ce fut d'abord l'Egypte, c'est déjà loin ; ce fut, une demi-décennie plus tard, l'Irak ; l'année suivante, le Pakistan ; encore un an, et c'est la Corée, la Corée qui déclenche, cette fois, une réaction en chaîne : Turquie, Japon !

Tous ces pays qui étaient, au temps où Eisenhower prit la présidence, unis à l'Amérique par des liens très étroits, ont connu depuis lors des révolutions ou au moins (pour le Japon) des troubles très sérieux qui, ou bien ont détruit complètement ces liens, ou bien les ont considérablement relâchés.

Bien sûr ! je ne veux pas dire que l'Egypte ou même l'Irak soient devenus des satellites russes, ni que le Pakistan, la Corée ou la Turquie s'apprentent à quitter le camp occidental, mais j'entends que la nature des relations que tous ces Etats entretenaient avec l'Amérique s'est profondément transformée, et que le prestige de Washington s'en est trouvé d'autant plus affaibli que Département d'Etat et Maison-Blanche n'avaient cessé de tout faire pour qu'ils demeurent inchangés.

Non seulement l'Egypte et l'Irak, mais la Corée, la Turquie et même le Pakistan ne peuvent plus être les obéissants serviteurs qu'ils étaient au temps de Farouk, de Nouri Saïd, de Syngman Rhee et des féodaux pakistanais ; quant au Japon, et quelle que soit l'issue de l'épreuve de force présentement engagée, ses dirigeants devront tenir compte à l'avenir de l'immense ampleur prise par les manifestations contre le traité américain. Tous ces pays entendront traiter dé-



sormais d'égal à égal avec la Maison-Blanche, et ils le pourront, puisqu'ils auront toujours la ressource, ainsi que le leur ont prouvé le Caire et Bagdad, de loucher du côté de Moscou pour que Washington s'empresse de venir à résipiscence.

La vieille alliance dite du « monde libre » est donc morte ; si elle se reconstitue, ce ne pourra être que sur de nouvelles bases, sur les bases vraiment d'un monde libre, c'est-à-dire d'après des principes qui sont à l'exact opposé de ceux sur lesquels Eisenhower et son équipe de ministres milliardaires l'avaient construite.

Au risque de rabâcher disons encore une fois, maintenant que les événements ont pleinement confirmé les craintes que depuis des années nous n'avions cessé d'exprimer, qu'une alliance sérieuse, solide et efficace contre le totalitarisme russe ne peut se nouer sur la base du totalitarisme. Une politique antibolchevique et une politique pro-franquiste sont inconciliables.

Or, c'est pourtant cette conciliation qu'ont tentée pendant huit années les gens du Département d'Etat. Partout, dans le monde, en Europe comme en Asie et comme en Amérique latine, voire même comme en Afrique au temps de Farouk, ils ont soutenu les Franco. Ils se sont faits les défenseurs des dictateurs les plus rétrogrades s'appuyant sur les couches sociales les plus réactionnaires (particulièrement sur les propriétaires fonciers), à la seule condition que ceux-ci fassent la politique étrangère et militaire qui leur serait dictée. Ils les ont défendus non pas seulement à l'égard de l'extérieur, mais contre leurs propres peuples, baptisés « communistes » pour les besoins de la cause.

Le résultat est celui que nous voyons aujourd'hui : les peuples se sont soulevés contre leurs oppresseurs et les ont foutus bas, et, tout naturellement les alliés étrangers des oppresseurs, ceux qui avaient fourni les dollars grâce auxquels l'oppression avait pu se perpétuer, subissent le contrecoup de la défaite de leurs protégés ; ils reçoivent, eux aussi, avec plus ou moins de formes, avec plus ou moins de préavis, et plus ou moins complètement, leur congé.

## L'ARMEE EN ORIENT

J'ai déjà indiqué, je crois, combien il était dangereux, à mon avis, d'« extrapoler » les idées générales que nous nous faisons en parlant des conditions particulières dans lesquelles nous vivons. Nous vivons dans un pays donné, sous un régime politique et social donné, et nous tirons des conditions régnant dans notre pays des conclusions qui sont certainement vraies pour ce pays, mais qui ne le sont plus si on les applique à d'autres pays ou à d'autres époques, à des pays ou à des époques dans lesquels les conditions ne sont pas les mêmes que les nôtres.

Il en est ainsi de nos idées sur l'armée.

Depuis fort longtemps, mettons, si vous voulez, depuis les gardes françaises participant à l'assaut de la Bastille, ou, si vous préférez, depuis les sergents de la Rochelle et Armand Carrel, l'armée française est l'armée la plus réactionnaire du monde. La seule qui l'égalait à ce point de vue était l'armée prussienne, mais l'armée prussienne n'existe plus : ses deux immenses défaites de 1918 et de 1945 l'ont tuée. L'armée française, elle, au contraire, malgré 1940 et malgré Dien-Bien-Phu, est demeurée bien vivante et telle quelle : aussi réactionnaire qu'au 2 décembre, aussi féroce ment antiorolétarienne que durant la semaine de mai. Nous sommes donc tout naturellement amenés à poser l'équation : armée = réaction, et à prendre cette équation

pour une identité, vérifiée partout et toujours ; une armée, pensons-nous, ne saurait être l'instrument de quoi que ce soit d'autre que de la réaction.

Or, présentement, que voyons-nous ? Dans tout le Proche-Orient, en Egypte, en Irak, au Pakistan, en Turquie (1), c'est l'armée qui fait la révolution, et il s'agit bien d'une révolution, non d'une régression, car c'est un mouvement dirigé essentiellement contre la classe la plus réactionnaire : celle des féodaux, des propriétaires fonciers.

Cela provient de ce que la composition sociale de l'armée, je veux, bien entendu, dire celle du corps des officiers, n'est pas la même qu'en France. Alors que chez nous le corps des officiers est essentiellement composé de représentants des classes déchues (2), dans les pays du Proche-Orient, où il n'y a pas encore de classes déchues, il est composé principalement de « professionnels », de gens qui sont entrés là comme ils seraient entrés dans toute autre profession, simplement pour gagner leur pain (3), et comme beaucoup de ces gens ne sont entrés là que parce qu'ils n'avaient précisément pas d'autres moyens de gagner leur pain, ce sont souvent des fils de paysans, des enfants de familles trop nombreuses pour pouvoir espérer vivre sur l'héritage. C'est donc à la classe paysanne, classe qui n'est pas déchue, classe qui ne regarde pas en arrière parce qu'elle n'a jamais été quelque chose autrefois, mais qui regarde plutôt en avant si on lui fait luire quelque espoir, que ces officiers sont le plus liés. Comme, d'autre part, la puissance régnante est celle des propriétaires fonciers, par conséquent celle des adversaires directs de la classe dont ces officiers sont sortis, on comprend que lorsque les temps sont mûrs pour une révolution, ce soient ceux-ci qui en prennent la tête et la dirigent contre le féodal.

C'est un fait extrêmement remarquable que dans trois pays au moins, en Egypte, en Irak et au Pakistan, le premier acte des militaires après leur prise du pouvoir ait été de proclamer une réforme agraire. Réforme agraire consistant à fixer un maximum à l'étendue des propriétés (80 hectares, par exemple, en Syrie) et à distribuer toutes les surfaces excédant cette limite entre de petits cultivateurs.

## LE CAS PARTICULIER DE LA TURQUIE

Peut-être en sera-t-il de même en Turquie ? Il faut noter, cependant, que le problème agraire doit s'y poser quelque peu différemment que chez ses voisins. Et c'est peut-être là ce qui fait hésiter l'armée turque à exercer réellement le pouvoir, à lui faire se contenter, au moins jusqu'à aujourd'hui, d'assurer l'expédition des affaires courantes jusqu'à de nouvelles élections.

Autant qu'on peut s'en rendre compte, du fait d'une part, des faibles renseignements que l'on

(1) Il faudrait peut-être y ajouter le Soudan, mais l'on possède sur ce pays vraiment trop peu de renseignements pour être assuré du caractère véritable de sa révolution militaire.

(2) L'armée française est toujours, comme l'appelait Gohier, l'« armée de Condé ». C'est dans la caste des officiers que trouvent refuge tous les nobliaux qui peuvent se consoler d'être privés de leurs privilèges. Le métier des armes leur semble le seul « noble », et donc le seul digne d'eux. Aussi ont-ils envahi l'armée et y ont-ils toujours eu une situation privilégiée du fait de la propension qu'ont les Français à s'ébaubir devant tout ce qui leur rappelle cet Ancien Régime... qu'ils s'acharnèrent à détruire.

(3) Si on veut chercher un point de comparaison avec la France, il faudrait rapprocher ces officiers de nos anciens Saint-Maixentais sur lesquels on avait essayé, au temps de l'Affaire Dreyfus, de bâtir une armée républicaine.



possède sur ce pays, et d'autre part de la diversité de ses régions, il n'y a pas en Turquie de très grands propriétaires fonciers comme il y en avait en Irak et au Pakistan et comme il y en a encore en Iran. On ne peut donc pas parler ici de féodaux proprement dits ; mais, à défaut de féodaux, il y a des hobereaux, je veux dire des hommes qui ne possèdent pas des provinces comme les féodaux, mais qui possèdent tout ou moins la plus grande partie des terres d'un village, autrement dit, une ou deux centaines d'hectares peut-être, mais non point des milliers ou des dizaines de milliers d'hectares. Cela suffit cependant à les faire les maîtres du village et à les constituer en une classe distincte de celle des journaliers et des petits paysans. C'est sur cette classe que s'appuyait principalement, dit-on, Mendérés et son parti.

Une réforme agraire est dès lors beaucoup moins simple en Turquie que dans les pays véritablement féodaux. Si l'on y établissait pour l'étendue des propriétés les mêmes maxima qu'en Syrie ou en Irak par exemple, il est probable que la réforme n'amènerait guère de changements car peu de propriétés excèdent largement ces limites. D'autre part, si on diminuait beaucoup ces maxima, on se heurterait sans doute à une réaction considérable, car il est beaucoup plus difficile de pratiquer l'expropriation à l'égard de dizaines ou de centaines de milliers de moyens propriétaires, qu'à l'égard de quelques milliers de très gros propriétaires. Cela ne m'étonnerait pas que telle fut la raison pour laquelle Atatürk se contenta de réformes politiques, culturelles et vestimentaires, laissa presque complètement de côté le domaine des réformes sociales.

D'ailleurs, on peut se demander si une réforme agraire du type classique, par limitation de l'étendue des propriétés et distribution des terres, est bien nécessaire en Turquie.

À la différence des pays arabes, la Turquie n'a pas « soif » de terres. En Egypte, par exemple, tout ce qui est cultivable est depuis longtemps cultivé ; pour donner des terres aux pauvres, il faut donc en prendre aux riches ; en Turquie, ce n'est pas le cas.

Elisée Reclus écrivait déjà : « L'Anatolie pourrait facilement nourrir le même nombre d'habitants que les contrées les plus riches de l'Europe... Que de millions d'hommes se trouveraient à l'aise dans la féconde vallée du Méandre ou de telle autre plaine inclinée vers la mer de l'Archipel ! Même sur les hauts-lieux de l'intérieur, les habitants pourraient se presser en multitudes : sur maints plateaux où l'on ne voit aujourd'hui que des tentes de bergers, le sol est couvert de cités en ruines ».

Plus récemment, R. Blanchard évaluait, dans sa géographie de « l'Asie Occidentale », à « moins de 25 % des terres arables » les terres de Turquie qui étaient « effectivement en culture ». Bien que ce soit il y a déjà une trentaine d'années que ce chiffre était donné, je ne pense pas qu'il ait beaucoup changé car cela n'aurait pu être qu'à la suite de grandes transformations dont on aurait bien entendu parler ; il est donc vraisemblable que les possibilités indiquées par Reclus existent toujours.

S'il en est bien ainsi, le problème qui se pose alors pour les réformateurs n'est pas celui relativement facile d'un partage des terres, mais celui beaucoup plus difficile d'une mise en valeur de nouvelles terres.

Mise en valeur qui ne dépend pas seulement de facteurs matériels tels que drainages, voies de communication, etc., mais encore, et peut-être bien davantage, de facteurs moraux. Car pour mettre en valeur de nouvelles terres, il faut de

nouveaux hommes, et ces hommes, où les prendre ? Où les prendre si ce n'est dans ces villages où ils travaillent déjà la terre, pour le compte des hobereaux.

Mais pour que ces hommes se déplacent, qu'ils acceptent de jouer le dur rôle de pionnier, il est indispensable qu'ils ne soient pas résignés à leur sort présent, que l'espoir d'un mieux-être leur donne le courage de tenter l'« aventure ». Or, précisément, tel ne semble pas être le cas, aujourd'hui, pour la plupart d'entre eux. Le hobereau les garde, en effet, soigneusement à l'écart des influences extérieures, et pour les en abriter encore davantage, il a lié étroitement parti avec le représentant attitré de la tradition, le curé du village, l'imam — ce qui exclut la politique cléricalisée suivie par Mendérés, en opposition radicale avec celle de ses prédécesseurs, Atatürk et İsmet İnönü ; appuyé politiquement sur le hobereau, le Parti Démocrate se devait de favoriser l'allié de celle-ci : l'Église ; pendant les dix ans où il régna, la Turquie construisit plus de mosquées que d'écoles !

Si Atatürk combattit avec un tel acharnement l'Islam et ses prêtres, c'est sans doute qu'il estimait que, beaucoup plus que d'une réforme agraire, c'était d'une réforme culturelle que son pays avait besoin ; la destruction de l'Islam et de sa résignation pouvait seule amener l'ensemble de la population à la recherche du bien-être, et à mettre, en conséquence, en valeur les richesses naturelles, en premier lieu les terres, seule chose qui pouvait faire recouvrer par l'Asie mineure la place qu'elle avait jadis tenue dans la civilisation, c'est-à-dire l'une des toutes premières.

## LA BONNE SANTE POLITIQUE DU MAROC

Si, en ce qui concerne la Turquie, on ne peut s'avancer que très prudemment sur la voie de l'interprétation des événements, il est permis d'être beaucoup plus hardi lorsqu'il s'agit du Maroc que, tout de même, nous connaissons mieux.

Les élections qui viennent de s'y dérouler ont montré très clairement qu'il existe déjà maintenant au Maroc, au Maroc arabe (car il faut laisser de côté les Berbères qui posent des problèmes particuliers), deux partis, et que ces deux partis sont de véritables partis politiques, au meilleur sens du mot, du fait qu'ils représentent des classes distinctes, ou, pour employer une expression moins précise, qui, dans ce cas particulier me semble préférable, des groupes sociaux distincts.

Le commencement d'industrialisation et de modernisation que le protectorat français avait apporté au Maroc a, en effet, créé deux Maroc : l'un, le Maroc traditionnel, artisanal et religieux, l'autre le Maroc moderne, commerçant et partiellement industriel.

Or, c'est très net : l'Istiqlal, dont le chef, Allal el Fassi, est l'un des plus réputés docteurs de l'Islam, est le parti du premier Maroc, car il voit ses candidats élus dans les grandes et vieilles villes du vieux Maroc, tant à Fès, siège de Karouiyine, l'une des deux ou trois seules universités d'audience pan-islamique et dont les immenses souks renferment toute l'activité productrice de la ville, qu'à Meknès, le « Versailles marocain » demeuré aussi bourgeois que notre Versailles ; par contre, l'Union Nationale des Forces populaires, nouveau parti dirigé en grande partie par de nouveaux hommes, triomphé dans toutes les villes de la côte atlantique, villes modernes ou modernisées, dont la principale, Casablanca, ne date que de l'arrivée des Français, villes qui



sont ouvertes non seulement à l'air vivifiant du large, mais au grand commerce extérieur du fait qu'elles sont le débouché obligatoire de toutes les productions côtières d'exportation, que ce soit les phosphates ou les primeurs, et qui seront l'emplacement, demain, des industries qui se créeront pour transformer les matières premières de l'intérieur ou les produits bruts venus de l'extérieur à l'intention du marché intérieur.

Or, rien n'est plus sain que l'existence de tels partis, de partis qui ne soient point des cliques d'intérêts particuliers, mais les représentants de groupes sociaux différents, aux intérêts distincts voire opposés, et aux idéologies par conséquent distinctes, voire opposées. La coexistence de tels partis et leurs conflits sont la condition même de tout progrès politique et social.

Dans le cas présent, il est évident que l'un de ces partis représente le passé, mais un passé qui est encore fortement enraciné et qui ne peut disparaître du jour au lendemain, car où iraient les déracinés ? — tandis que l'autre parti représente l'avenir, c'est lui qui aura notamment pour tâche de fournir aux déracinés de demain les possibilités et les moyens de s'adapter économiquement et idéologiquement aux nouvelles formes de la société.

Si la grande inconnue berbère ou l'ambition impatiente d'un jeune héritier ne viennent pas compliquer les choses, ce premier acte de la vie politique du nouveau Maroc ouvre donc les plus brillantes perspectives.

#### R. LOUZON.

P.-S. — A l'appui de ce que je disais dans une récente « R.P. » au sujet de l'attitude prise par Bourguiba à l'égard du jeûne du Ramadan, je cueille dans une dépêche de l'« United Press » l'information suivante : il y a 27 ans, donc alors que le Soudan était théoriquement un condominium anglo-égyptien et pratiquement une colonie britannique, le grand maître de l'Islam en ce pays décrétait que toute femme de moins de 33 ans devrait obligatoirement se marier avec le mari que lui imposeraient ses parents ; aujourd'hui que le Soudan est indépendant, le même grand maître de l'Islam vient d'annuler cette obligation : quel que soit son âge, toute femme pourra refuser d'épouser le mari que sa famille voudra lui donner. — R. L.

## Coup d'œil sur les syndicats chrétiens

### IL FAUT TOUCHER A TOUT

C'est Levard, secrétaire général de la C.F.T.C., qui nous le déclare :

*C'est pourquoi, même s'il ne touche pas à tout, le syndicalisme d'aujourd'hui doit savoir que tout se tient et avoir une claire intelligence de l'interprétation des problèmes. Mais plus encore, les travailleurs doivent savoir que ce qui se joue encore actuellement, à tous les échelons et pour longtemps encore, c'est le DESTIN DE L'HOMME...*

### RUPTURE DEFINITIVE DES SYNDICATS CHRETIENS D'ALGERIE AVEC LEUR CENTRALE

L'Union des Syndicats Chrétiens de Cheminots d'Algérie a rompu avec la C.F.T.C. du fait que certains dirigeants ont réussi à imposer à la C.F.T.C. une orientation contraire à la conception traditionnelle d'un syndicalisme chrétien professionnel et politique...

### SYNDICALISME ET ENSEIGNEMENT PUBLIC

M. Laurain, secrétaire du Syndicat général de l'Education Nationale (C.F.T.C.), vient de déclarer : *C'est aujourd'hui, maintenant, tout de suite, que les syndicats doivent s'unir pour déclencher une grève générale illimitée, seule capable d'obliger le Gouvernement à entrer en négociations pour ramener définitivement la paix en Algérie...*

## LES GRANDES MIGRATIONS FORCÉES

L'ONU organise « l'Année mondiale du Réfugié ». Initiative louable. Suffit-elle pour résoudre le problème des personnes déplacées — près de 20.000 encore dans des camps européens —, de la réadaptation de 20 millions de réfugiés ? Suffit-elle pour soulager la conscience de tous ceux qui ont accepté cette plaie monstrueuse de la civilisation du XX<sup>e</sup> siècle — de ceux surtout qui usent de l'alibi commode des « lois de l'Histoire » ou des nécessités politiques ?

Dernièrement un éditorial du **Monde** confondait dans la même inquiétude, des réunions d'anciens nazis et les rassemblements des Allemands expulsés de Tchécoslovaquie, d'un pays dont ils avaient assuré la prospérité pendant plusieurs générations, dont ils furent chassés, par une impitoyable spoliation.

**Faim et Soif**, la revue de l'abbé Pierre consacre à ces problèmes son numéro 34, qui est à lire entièrement. On cherchera en vain une inspiration politique quelconque.

Nous en tirons cette tragique statistique. Il appartient à tous les gens de bonne foi de chercher la cause essentielle de ces grandes migrations depuis 1945 et les régimes qui en portent la responsabilité écrasante.

### LES MIGRATIONS FORCÉES DU XX<sup>e</sup> SIECLE

<b>De 1900 à 1917 :</b>	
Arméniens .....	250.000
Grecs et Thraces .....	500.000
Turcs musulmans .....	500.000
Européens déplacés .....	3.500.000
<b>De 1917 à 1933 :</b>	
Révolution russe .....	2.000.000
Traités après la 1 <sup>re</sup> guerre mondiale	6.500.000
<b>De 1933 à 1945 :</b>	
Allemands antinazis .....	1.000.000
Italiens antifascistes .....	250.000
Espagnols .....	700.000
Israélites émigrés ou exterminés ..	7.000.000
Populations déplacées (U.R.S.S. -	
Allemagne) .....	21.000.000
Populations déplacées en Europe ..	18.000.000
Populations déplacées en Asie .....	31.000.000
<b>Depuis 1945 :</b>	
Allem. de l'Est expulsés et réfugiés	11.000.000
Allem. expulsés de Tchécoslovaquie	3.000.000
Polonais déplacés .....	4.500.000
Russes déportés vers l'Ouest .....	2.000.000
Hollandais rapatr. d'Indonésie (1947)	200.000
Transfert de population Inde-Pakist-	
tan (1947) .....	15.000.000
Arabes chassés de Palestine (1948)	1.104.000
Révolution chinoise (1949) .....	2.000.000
Guerre de Corée (1950-1953) .....	9.000.000
Guerre d'Indochine (1954) .....	1.000.000
Partage de Trieste (1954) .....	400.000
Guerre d'Algérie (depuis 1954) ..	250.000
Révolte de la Hongrie (1956) .....	200.000
Réfugiés de Suez (1956) .....	50.000
Tibet .....	20.000

C'est seulement par le risque de sa vie qu'on conserve la liberté.

HEGEL.

## LES AMIS DE LA MAISON DE SÈVRES

17, avenue Eiffel, à Meudon-Bellevue  
organisent deux séances d'information et d'étude  
les **jeudi 23** et **samedi 25 juin**, à 14 h. 30  
Vous êtes invités à y participer.

Les travaux des enfants resteront exposés jusqu'au  
lundi 27 juin.



# NOTES DE VOYAGE EN TUNISIE D'UN CAMARADE BELGE

J'ai récemment effectué un rapide voyage en Tunisie. Il ne saurait être question de réunir ainsi une documentation autre que fragmentaire. Cependant j'ai rencontré là-bas d'anciens et fidèles amis de la « R. P. », des membres du gouvernement tunisien, des syndicalistes actifs, des camarades algériens proches du G.P.R.A., des dirigeants de l'U.G.T.A., syndicat d'obédience F.L.N. Chacun de ces interlocuteurs parlait à titre privé et n'engageait que sa propre opinion ; mais j'ai le net sentiment qu'ils parlaient fort librement et avec beaucoup de franchise. J'ajoute que précédemment j'avais rencontré en France Messali Hadj, leader du M.N.A. et en Belgique des militants de l'U.S.T.A., syndicat de tendance M.N.A.

Ces références fournies et ces réserves faites, voici, vaille que vaille, mes notes de voyage.

**Couches sociales.** — La libération nationale et la chute du Bey, n'ont pas sensiblement affecté les rapports sociaux. Propriétés foncières étendues appartenant à des colons français (1), sociétés de capitaux presque toutes étrangères, entreprises de distribution à direction européenne, subsistent pour la plupart. Ces entreprises s'approprient des revenus considérables en n'occupant qu'un personnel peu nombreux, et l'exploitation du travail d'autrui, flagrante dans une usine, est ici moins évidente.

Une forte proportion de chômeurs mis au travail obligatoire par le gouvernement (travaux publics sommaires exécutés avec des moyens primitifs) ; des artisans travaillant dans des conditions d'hygiène déplorables et cédant leurs produits à des prix dérisoires auprès d'intermédiaires qui constituent une société séparée d'ailleurs en voie de lente disparition. Voilà le fond du tableau. Mais aussi des pêcheurs, presque tous italiens ; une nuée de petits commerçants ; des intermédiaires de toutes sortes et une bourgeoisie très entreprenante. Ce qui distingue ce peuple de nos populations laborieuses, c'est l'absence d'une autorité immédiate. Pas de chefs et qui donnent des ordres. Chacun a un certain sentiment de liberté qui compense la pauvreté des moyens d'existence.

L'industrialisation du pays relèverait certainement le revenu national tout en créant une différenciation plus poussée des classes sociales ; mais elle enlèverait ce sentiment de liberté individuelle qui rend la pauvreté supportable.

**Dictature et Etat policier.** — Les discours de Bourguiba n'y peuvent rien : la Tunisie subit un régime de dictature dans un Etat policier. Un seul parti compose l'Assemblée nationale et un seul homme dirige ce parti. Mais cette dictature n'est pas immédiatement sensible à qui parcourt le pays, et à tout prendre elle est moins gênante que les exactions des régimes antérieurs.

**La vie politique.** — Officiellement la Tunisie est une république démocratique. En fait un seul parti, le Néo-Destour, est autorisé. Les moyens dont use

(1) En ce qui concerne les résidents d'origine française, ce me dit que, sur une population de 180.000 personnes, les deux tiers ont été rapatriés en France depuis la proclamation de l'indépendance. Dans la panique du début, les premiers à fuir furent les possédants. Ils étaient et demeurent d'ailleurs l'objet de menaces verbales du verbeux président Bourguiba. Au lendemain de Sidi-Sakhiet, il y aurait même eu un commencement d'exécution. Mais — sauf accident — les projets de Bourguiba dépassent rarement le stade de projets.

cette dictature ne sont pas tous draconiens. Par exemples : un petit périodique paraissait à Tunis qui gardait son franc-parler et une certaine indépendance. Les principaux rédacteurs ont été nommés l'un à la direction du tourisme, l'autre dans quelque administration, le troisième ailleurs. La revue ne paraît plus.

Le nombre des syndiqués est relativement élevé. L'affiliation syndicale n'est pas obligatoire, mais une certaine pression administrative s'est exercée en ce sens, non sans effet. Sitôt inscrit, l'affilié ne saurait plus se dégager. Les cotisations sont retenues d'office sur les salaires et traitements.

La collusion syndicat-parti-gouvernement est complète : le secrétaire général de l'U.G.T.T. est trésorier du Néo-Destour et vice-président de l'Assemblée nationale.

Naguère encore la popularité du président Bourguiba touchait au délire. Elle a perdu beaucoup de sa virulence. Lors de la visite de Soekarno, les bravos étaient de commande et sans chaleur réelle. Il y a moins de deux ans, le président eût été sorti de sa voiture et porté à bras d'hommes.

Cela ne va pas jusqu'à l'opposition ouverte ; mais plutôt un certain malaise et un évident désintéressement de la chose publique.

Toutefois si dans certains cercles on compare la situation actuelle à celle d'avant la libération et si l'on constate qu'elle ne s'est guère améliorée, il n'est personne qui souhaite le retour des Français.

**Les salaires et l'index des prix.** — Les salaires sont extrêmement bas. Depuis quatre ans, ils sont rigoureusement bloqués. En fait, ils sont même réduits par diverses taxes nouvelles et les cotisations d'office. On le ressent d'autant mieux que depuis le départ des cadres français, la plupart des salariés occupent des emplois au-dessus de leur grade et que leurs salaires n'ont pas suivi cette promotion.

Pendant ce temps, le coût de la vie a renchéri de 10 à 20 % selon les régions.

L'embauche est soumise au contrôle des gouvernants. Si le salaire convenu entre employeur et salarié est jugé trop élevé (le mot d'ordre est au nivellement), l'employeur est tenu de payer à l'intervention de l'administration. Dans ce cas l'employeur paye le salaire convenu, mais le salarié ne touche que le traitement jugé suffisant. La différence sert à financer les travaux publics imposés aux chômeurs.

Il est malaisé de faire une comparaison avec nos pays. Le style de vie est trop différent. Sous cette latitude on se satisfait d'une frugalité qui nous serait insupportable. Exemple : une forte proportion de la population tunisienne ignore l'usage de souliers, mais ne semble guère s'en soucier.

**Le chômage.** — Les sans-travail sont nombreux. Il n'existe aucun règlement de sécurité sociale. Des travaux publics sont imposés (routes, principalement). Les chômeurs y sont astreints 10 heures par jour à raison de 200 millimes et 150 grammes de semoule (environ 2 NF). Les ouvriers occupés dans les entreprises privées gagnent environ un demi-dinar par jour (5 à 6 NF).

**La construction.** — Cette question est une préoccupation majeure du gouvernement. Elle revient avec insistance dans les discours de Bourguiba. Il est personnellement intervenu à plusieurs endroits pour ordonner la démolition d'îlots trop insalubres, ou interdire l'occupation de taudis trop lépreux.



Malgré cela l'effort de reconstruction semble minime. A Sfax où le centre de la ville avait été bombardé par les Américains, on a reconstruit. Mais au flanc de Tunis subsistent des bidonvilles étendus. Dans chaque gouvernorat on a construit un nouvel hôtel pour le gouverneur, un hôpital modèle et une école moderne (?).

Par ordre, chaque agglomération a été dotée d'un square orné d'un buste standard, plus coûteux que décoratif, du président Bourguiba. C'est à peu près tout. Mais il y a des promesses et peut-être des projets.

Dans l'ensemble le prix des loyers est modéré, La loi maintient ces prix aux taux antérieurs. Mais la loi ne joue pas pour les nouvelles locations et la tendance à la hausse est manifeste. On me cite une air-hôtesse gagnant 27 dinars par mois et payant 14 dinars pour un petit appartement garni.

**L'enseignement public.** — Le régime héritait d'un énorme pourcentage d'illettrés et d'une population en âge scolaire atteignant près de 40 % de la population totale. On a décrété l'instruction obligatoire. Tout était à faire : les locaux, le personnel, les programmes, le matériel didactique. Jus- qu'ici l'effort a surtout porté sur les locaux. Dans l'état actuel des choses, faute de place et d'ensei- gnants, les élèves reçoivent quatre heures de cours par jour, moitié en français et moitié en langue arabe.

Dans le bled, j'ai encore déniché des écoles ancien style : un local moins confortable qu'une écurie, des enfants tous âges mêlés, un matériel didactique composé de vieux cartons barbouillés de signes arabes et la leçon limitée à une litanie indéfiniment reprise en chœurs.

**L'émigration algérienne.** — S'il y a des soldats de l'A.L.N. algérienne en Tunisie ; ils sont bien dissimulés. Le long de la frontière, sur une bande de 10 à 15 km. de profondeur, vit toute une population de réfugiés, hommes, femmes, enfants. Ils vivent dans des conditions d'inconfort pires que celles imparties à la population tunisienne. Une partie d'entre eux tout au moins est soumise aux mêmes obligations de travail que les chômeurs tunisiens.

Si des miliciens sont mêlés à ces émigrés, ils ne se manifestent ni par le costume, ni par le port d'armes, ni par un entraînement public.

Surtout de nuit, la ligne Morice est aisée à franchir. J'ai l'impression que ce sont surtout des ravitailleurs qui s'y aventurent (armes, munitions, nourriture, instructions, etc.). J'ai peine à croire en une armée d'invasion stationnée en Tunisie.

L'aviation française surveille ces régions et débordé volontiers la frontière. Les discours de Bourguiba ne ralentissent pas ces reconnaissances.

**Les états-majors de la révolution algérienne.** — Les conditions dans lesquelles j'ai discuté avec les militants F.L.N. et U.G.T.A. résidant à Tunis ne m'autorisent pas à généraliser leurs propos. Ce sont des avis personnels et parfois contradictoires.

a) La guerre de libération ne pose pas en principe la question sociale. Mais en Algérie la révolte a d'abord été le fait des humbles auxquels la bourgeoisie ne s'est ralliée qu'ensuite et parfois sans enthousiasme. L'armée de libération est composée surtout de paysans sans terre. Il ne sera pas question de les désarmer sans satisfactions sociales préalables. En ce sens la révolution algérienne

sera plus à gauche que la révolution tunisienne et risque moins de rester stoppée dans son élan.

b) L'U.G.T.A. s'interdit de créer des syndicats nationaux algériens à l'étranger, comme l'a fait l'U.S.T.A. en France. L'U.G.T.A. est traquée en Algérie. Entièrement illégale elle se compose surtout de cadres, et sa forme se précise uniquement par l'action.

c) Si certaines militants préconisent l'indépendance syndicale envers les partis politiques, tous sont d'accord pour soutenir le F.L.N. à l'exclusion de toute autre formation nationaliste.

La majorité est d'avis de participer au gouvernement algérien de manière à influencer sa politique dans un sens ouvrier.

d) L'U.G.T.A. est fort déçue de l'attitude des syndicats français. Les ordres du jour favorables à l'indépendance algérienne votés par quelques centrales leur paraissent tièdes, platoniques et inopérants. Si la classe ouvrière veut prouver sa sympathie qu'elle le manifeste autrement qu'avec des mots.

e) Les positions envers Messali Hadj et le M.N.A. sont plus nuancées.

Du côté F.L.N. on reconnaît le rôle éminent de Messali jusqu'à la veille de l'insurrection. Mais Messali n'a voulu ni patronner ni rejoindre l'insurrection. C'est en vain qu'aujourd'hui il soutient avoir des partisans engagés dans la bataille. On lui reproche d'avoir partie liée avec le gouvernement français et d'être à l'origine de la lutte fratricide qui oppose les deux fractions. On ne semble pas disposé à revenir sur cette condamnation.

Du côté U.G.T.A. on considère que Messali est un autocrate dont l'intransigeance personnelle a provoqué la scission. On dit que la création des syndicats U.G.T.A. était décidée lorsque, les gagnant de vitesse, Messali a créé l'U.S.T.A. On rejette sur lui toute la responsabilité de la division, du terrorisme et du contre-terrorisme.

Toutes ces accusations sont étayées d'une documentation nombreuse et impressionnante : des noms, des dates, des faits. Mais les amis de Messali accusent le F.L.N. avec autant de véhémence et alignent aussi leurs preuves.

A se demander s'il y a deux histoires, ou deux façons d'interpréter l'histoire. Ou si, de part et d'autre, des fautes furent commises.

Il est clair que sur le plan des idées, des buts, des programmes rien n'oppose le M.N.A. au F.L.N. C'est peut-être cette similitude qui rend la conciliation si malaisée.

Souhaitons que le seul peuple algérien puisse et sache arbitrer cette dispute.

D. P. M.

#### APPEL A LA JEUNESSE

Extrait du discours de clôture du Congrès de la Fédération F.O. des Employés par A. SIDRO, Secrétaire général de la Fédération :

« ...D'autres groupes appellent les jeunes, les sollicitent et souvent, démagogiquement, les flattent. Notre mouvement ne leur présente pas de fallacieuses théories, ne leur offre pas de fausse gloire.

« Rien que la dure et solide réalité : voilà ce que nous devons leur montrer. Car en eux nous voyons des hommes, non des enfants, des dupes ou des héros ».

(2) A Monastir, ville natale de Bourguiba, on construit un important mausolée destiné aux restes mortels du dictateur. Selon certaines rumeurs, il y aurait, outre le sarcophage, une salle de bains et le téléphone...



# Syndicalisme « new-look » en Belgique

L'« Accord de Paix Sociale » qui vient d'être signé par les représentants des fédérations patronales et ouvrières a quand même provoqué quelque stupeur parmi les militants syndicalistes non intégrés dans les innombrables rouages de collaboration. Ils se demandent quelles mystérieuses interventions ont pu transformer le climat révolutionnaire du 29 janvier en une atmosphère lénifiante et pacifique au cours de ce détestable mois de mai. Est-ce que des tractations aussi confidentielles que celles qui ont précédé l'accord sur le plan économique et social ne se poursuivraient pas sur le plan politique ? Et est-ce que cette paix sociale ne conditionnerait pas une paix politique ? Et, comme Paris vaut bien une messe, est-ce de ce côté qu'il faut chercher une explication de cette véritable douche écossaise infligée à la classe ouvrière ?

Car il est de toute évidence que, sans la mise en sommeil des organisations syndicales, la politique de pause sociale et d'austérité du gouvernement serait compromise. Or, cette politique est indispensable pour assurer le financement des charges toujours plus lourdes de l'Etat. La dette publique se gonfle chaque jour, compromettant d'autant la confiance dans la monnaie et, du même coup, le rendement des emprunts onéreux souscrits tant à l'étranger qu'en Belgique. Est-ce que ces difficultés financières en plus de l'usure de la formule bipartite du gouvernement actuel devenue suspecte aux yeux des travailleurs, n'inclinerait pas les milieux dirigeants du pays à faire entrer l'opposition dans leur jeu ? Mais à la condition, bien sûr, qu'elle veuille contribuer à écarter les difficultés et non à en créer de nouvelles. Et, notamment, en créant un « climat de confiance ». Ce n'est pas la première fois que nous avons assisté à semblables appels au secours.

Ce sont les événements des prochains mois qui répondront à nos questions. Parce que, vraiment, nous n'en voyons pas d'autre.

Chaque fois que les classes dirigeantes se sont trouvées devant des difficultés sérieuses, où il fallait obtenir des renoncements du côté de la classe ouvrière, elles ont fait appel à ceux qu'elles avaient combattus avec le plus de haine. C'est qu'il dépen-

daît de ceux-ci pour les aider à surmonter les difficultés du moment. Cela a toujours été vrai au cours de l'histoire. Les rois ont fait appel au peuple contre la noblesse ; comme la bourgeoisie a fait appel au peuple pour prendre le pouvoir. Mais, les uns et les autres, se sont retournés contre ce peuple, dès qu'ils s'étaient assurés de la force et de l'autorité. C'est une tactique qui réussit toujours, qu'il s'agisse de révolutions ou qu'il s'agisse de petite politique gouvernementale. C'est que l'attrait du pouvoir est grand et la jobardise du peuple infinie.

Sans remonter trop loin dans le passé, les travailleurs ont assisté à quelques manœuvres de ce genre, dont ils n'ont pas toujours saisi la raison. Et la confusion qui en est résultée dans leur esprit n'est peut-être pas étrangère à leur désintéressement et à leur scepticisme à l'égard de tout idéal politique et social. C'est que, s'ils comprennent parfaitement les efforts de sauvetage du régime capitaliste par les représentants de ce régime, ils ne comprennent pas que ceux qui le condamnent en paroles participent à ce sauvetage. Parce que, si chaque fois que la société est malade, ce sont ceux qui ont intérêt à la voir mourir qui se chargent de sa guérison, elle n'est pas près de rendre l'âme. Et les travailleurs sont choqués par cette contradiction. Car, de deux choses l'une, ou bien la société capitaliste est une institution remarquable et digne de soutien, ou bien elle est source de misère, d'injustice et de guerre, et il faut la faire disparaître. Nous savons bien qu'entre ces deux absolus, il y a une infinité de nuances et que beaucoup de gens qui, à leur origine besogneuse, condamnaient sans réticence un régime qui porte en lui tous les malheurs du monde, s'en sont très bien accommodés par la suite et ne sont plus tellement pressés de s'en débarrasser.

Mais cette hiérarchie des convenances n'est accessible qu'à un très petit nombre. Pour l'immense classe des travailleurs, le régime capitaliste représente toujours l'obstacle insurmontable sur la route de l'émancipation ; et cet obstacle, elle doit l'abattre et non le consolider.

Jean DE BOE.

## Quelques aperçus de l'accord sur la paix sociale

Les représentants de la Fédération des Industries belges, de la Fédération des Entreprises non-industrielles de Belgique, du Comité de Coordination des organisations interprofessionnelles des Classes moyennes d'une part ; de la Fédération générale du Travail de Belgique, de la Confédération des Syndicats chrétiens et de la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique, d'autre part ;

Considérant que, déjà par le passé, ils ont eu des contacts en vue de discuter, d'étudier et de rechercher en commun la solution des problèmes économiques et sociaux de caractère général et national ;

Considérant que, malgré les divergences de doctrine, ces confrontations sont utiles et que l'amélioration des relations existantes ne peut que faciliter la solution des problèmes posés,

Sont convenus de ce qui suit :

1) Les représentants des organisations signataires du présent Accord s'engagent à étudier et à rechercher en commun la ou les solutions à apporter ou à proposer aux problèmes économiques et sociaux de caractère général et national.

2) A cet effet, ils s'efforceront de régulariser leurs rapports :

a) par des rencontres régulières entre les mandataires autorisés des organisations signataires. A la demande de l'une de ces organisations, d'autres

rencontres pourront avoir lieu dans l'intervalle.

Des groupes de travail communs aux diverses organisations signataires pourront être chargés de l'étude préparatoire de certains problèmes d'ordre économique et social.

Si, au cours de ces rencontres, sont évoqués des problèmes dont la solution relève du gouvernement, les parties pourront décider de l'en saisir conjointement.

Les communiqués à la presse seront établis en commun.

b) par une participation effective et suivie des mandataires autorisés des organisations signataires aux travaux du Conseil central de l'Economie et du Conseil national du Travail, dont elles conviennent de réétudier le statut et le fonctionnement.

3) Dans la recherche de solutions communes aux problèmes économiques et sociaux de caractère général et national, les parties signataires ne renoncent pas à leurs conceptions doctrinales. Cependant, elles confronteront leurs points de vue de bonne foi et s'abstiendront de tous actes contraires à cet esprit.

La discussion et la négociation devant se dérouler dans une atmosphère d'objectivité, les parties signataires s'abstiendront de tous actes d'hostilité les unes



à l'égard des autres pendant le délai à fixer pour la négociation, tout en maintenant les possibilités d'information les plus larges.

Chaque organisation reprendra sa liberté d'action en cas d'échec ou de non-aboutissement de la négociation dans le délai fixé. Toutefois, à la demande de l'une des organisations signataires, les discussions ou négociations jugées utiles pour aboutir à une solution seront reprises.

4) Les parties signataires se conformeront loyalement aux engagements souscrits.

\*\*

Tout en exprimant leur volonté de mettre tout en œuvre pour assurer l'expansion économique et favoriser un meilleur emploi, les représentants des organisations signataires ont admis que la continuité du progrès social devait se traduire par l'amélioration régulière des conditions de vie et de travail.

A cet égard, ils se sont ralliés, à titre d'expérience, au principe d'une programmation en ce qui concerne l'octroi d'avantages nouveaux de caractère général, cette programmation établie au niveau national et interprofessionnel devant autant que possible être complétée par une programmation au niveau des diverses branches d'activité ou entreprises.

Tenant compte des dispositions d'ordre social de caractère général intervenues ou à intervenir en 1960 (majoration de la cotisation pour les pensions ouvrières, contribution au Fonds des Handicapés, relèvement du plafond de la Sécurité sociale, salaire hebdomadaire garanti, fermeture d'entreprises), ils sont convenus d'établir un programme de réalisation pour les années 1960, 1961 et 1962 de manière forfaitaire. Ils ont décidé de confier à leurs experts le soin de rechercher les critères sur lesquels les termes de tels programmes pourraient être basés dans l'avenir.

Le programme pour 1960, 1961 et 1962 portera sur l'amélioration des régimes des vacances annuelles et des allocations familiales.

En ce qui concerne le régime des vacances annuelles, les parties sont convenues de faire porter cette amélioration sur l'octroi progressif d'un double pécule pour la seconde semaine des congés, sans allongement de la durée de ceux-ci dans la période considérée. Les chefs d'entreprise paieront à leurs travailleurs, au moment du congé principal, une allocation complémentaire de vacances suivant les modalités fixées en annexe et correspondant en fait à un jour et demi en 1960, à trois jours en 1961, à quatre jours en 1962 et à six jours en 1963. La partie du double pécule accordée pour l'année 1963 est acquise dès à présent. En cas d'établissement d'un nouveau programme à l'issue de la période 1960, 1961 et 1962, il en sera tenu compte.

En ce qui concerne l'amélioration du régime des allocations familiales, les représentants des chefs d'entreprise acceptent le paiement d'une cotisation complémentaire de 0,5 %, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1961 ; les modalités de répartition seront déterminées de commun accord entre les parties.

En adoptant le programme de réalisations ci-dessus, les représentants des organisations de travailleurs déclarent renoncer à toutes autres revendications de nature sociale au niveau national et interprofessionnel jusqu'à la fin 1962. Cette renonciation ne vise pas les projets ou propositions sur lesquelles les parties se seraient mises d'accord au sein du Conseil national du Travail. Elle ne vise pas non plus les projets ou propositions ne se traduisant pas par des charges financières pour les entreprises.

En vue d'assurer l'harmonisation du programme ci-dessus et de ceux qui seraient établis au niveau des divers secteurs et entreprises et en vue de maintenir l'esprit de compréhension mutuelle dans lequel le présent Accord est conclu, les difficultés auxquelles se heurterait la poursuite de ces objectifs pourraient, à la demande des parties en cause, être évoquées dans le cadre des rencontres régulières prévues au début du présent Accord.

D'autre part, les parties ont décidé de porter le présent Accord à la connaissance du gouvernement et de lui demander sa collaboration, ainsi qu'éventuellement celle du Parlement, en vue d'en assurer la bonne fin. Les parties se reverront dans l'hypothèse où de nouvelles charges de caractère social leur seraient imposées.

## QUEL SOMMET ?

Sous ce titre, nous avons trouvé dans « Tribune Ouvrière », bulletin publié par un groupe d'ouvriers de la Régie Renault, un article — écrit avant la conférence avortée — qui nous a paru de la meilleure veine ouvrière et internationaliste. C'est pourquoi nous le reproduisons ici :

Le 16 mai prochain vont débarquer à Paris, qui d'un avion personnel qui d'un train spécial, plusieurs curieux personnages. Ils vont rencontrer un dernier personnage non moins curieux. Tous ont plus de 60 ans, certains plus de 70. A eux quatre ils totalisent au moins 270 ans. Leur profession : Deux généraux, une sorte de permanent de parti depuis près de 40 ans et un membre de la Gentry britannique.

Chacun d'eux vit dans le rêve de son aventure personnelle. Le grade d'Outre-Atlantique, vieilli, sur son déclin, rêve peut-être à la vanité des ambitions de la soixantaine et à la soif des honneurs qui s'était emparée en 1941 d'un petit colonel d'une minuscule armée de métier. De ce côté-ci de l'Atlantique, le grade qui a dit de lui-même qu'il était un vieil homme, rêve certainement à l'ironie du destin qui l'a fait, tout à fait par hasard, accéder (avec irrémédiablement dix ans de retard) aux honneurs dont il crevait d'envie alors. L'homme du Parti, lui, rêve probablement à son lourd passé : en tuant publiquement, après sa mort, le tyran qu'il avait fait trembler durant des années il s'est tué lui-même. Quant au dernier, l'homme de la Gentry, il doit rêver à tout ce que rêvent ses semblables : un bon fauteuil dans un club silencieux à lire le journal le plus ennuyeux du monde.

Pendant ce temps-là, à la General Motors à Detroit, sur sa chaîne de montage, Ed Brown pense au week-end qu'il va prendre avec sa femme et ses deux mômes. A quelques mètres de lui, Al John, le noir, monté du Sud depuis peu de temps, est quand même bien content de pouvoir aller à la même cantine que ses camarades blancs. Puis il y a aussi Sizar, le Hongrois, émigré de 1956 et Polak dont le nom seul indique d'où il vient et enfin les trois Portoricains au tein basané.

Sur une chaîne analogue, à Billancourt, Ladkar qui arrive tout juste de sa Kabylie natale pense à la cave dans laquelle il va s'étasser avec cinq de ses camarades, tout à l'heure, pour dormir. A côté de lui, le Tchèque Korda travaille en silence alors qu'à trois pas cette grande gueule de Gégène n'arrête pas de jurer. Quant à Keita, le noir, il semble dormir en vissant son boulon.

A Birmingham, c'est l'heure de la pose. Les hommes discutent : il y a Smith avec ses éternelles bretelles ; James, le Jamaïcain, qui habite le quartier noir, et le taciturne Mac Grégor, l'Irlandais, et aussi le Yougoslave Yarlav, qui ne sait pas encore bien l'anglais mais fait des efforts pour comprendre.

Enfin à Léninegrad, le Caucasien Toughvili envoie une grosse plaisanterie à l'adresse de la planureuse Ukrainienne Natalia Fouragine sous le regard doublement bridé de l'Ousbeck Nikifor...

Si on déplaçait ces hommes et cette femme d'une ville à l'autre (de Birmingham à Billancourt, de Detroit à Léninegrad), d'une usine à l'autre, aucun d'eux ne serait dépaycé. Si on réunissait ces travailleurs dans une salle de café, à Paris, le jour même de la conférence des 4, ils parleraient des problèmes de tous les jours de millions et de millions d'hommes et de femmes du monde et ils n'auraient certainement pas de difficulté à s'entendre et alors on pourrait dire de cette rencontre qu'elle est vraiment une rencontre « au sommet ». Au lieu de cela, le 16 mai, trois vieillards, escortés par des motards et entourés de gardes du corps, vont en rencontrer un quatrième pour se mettre d'accord sur le fait qu'ils ne sont pas d'accord : ce que d'ailleurs ils savent depuis longtemps. Si jamais sommet il y a là dedans, ce sera le sommet du vide, de l'inutile et de l'artificiel.

Et pendant ce temps, à Detroit, à Billancourt, à Birmingham, à Léninegrad, inévitablement les chaînes continueront d'avancer...



## UN CAPITALISME « NON CAPITALISTE »

Sylvia Porter, qui jouit d'une solide réputation d'économiste, écrit que le nombre de porteurs d'actions aux Etats-Unis est estimé à 13.500.000. Ce chiffre correspond à ce qu'un autre économiste, Adolf A. Berle, a relevé il y a quelques mois. Ecrivant dans le « New York Times Magazine », Berle s'efforça de démontrer que le capitalisme s'était transformé aux U.S.A. et qu'à tout le moins il ne correspondait plus à l'ancienne définition. Il soutint que la propriété privée n'existe plus dans les grandes industries, la banque, et dans les affaires en général. Nous sommes en train d'évoluer rapidement vers une forme de propriété collective des moyens de production et de distribution, y compris les moyens de transport.

Techniquement, cela semble exact. Mais peut-on imaginer une identité d'intérêts entre le président du trust de l'acier et un des travailleurs de la chaîne de production d'une aciérie à qui il arriverait de posséder une douzaine d'actions valant moins de 900 dollars ? On peut estimer qu'ils n'en deviendront pas pour autant des frères.

Que le nombre d'actionnaires dans toutes les sociétés d'affaires soit en rapide croissance ne signifie nullement que l'on puisse prévoir dans un avenir proche que tous les hommes et femmes qui travaillent de leurs mains et produisent des richesses puissent se considérer eux-mêmes les partenaires et les égaux des capitaines d'industrie. La plupart des grandes corporations et un grand nombre d'entreprises plus modestes ont pris l'habitude d'accorder à certains de leurs employés principaux quelques parts de capital et d'offrir à d'autres des actions à prix réduit. Evidemment, chacun peut acheter des actions au cours normal. L'entreprise est intéressée au premier chef à lier les porteurs d'actions à la bonne marche de l'affaire.

Les premiers à bénéficier de cette méthode furent les travailleurs des bureaux ; puis ce fut le tour des chefs d'ateliers et les contremaitres ; ensuite certains ouvriers spécialisés vinrent s'ajouter au groupe des serviteurs de confiance. Il était prévisible que plus nombreux seraient les actionnaires, moins nombreux seraient les mécontents. Le vieux principe : « un esclave bien nourri est un esclave heureux et docile » est toujours valable.

En ce qui concerne le public en général, voici comment cela marche. En premier lieu il s'agit d'un jeu de pure spéculation. Si l'on se trouve mêlé au jeu pendant longtemps et si l'on joue attentivement, il y a quelque chance de se retrouver gagnant. Pour les derniers arrivants, il en va différemment. Beaucoup de monde prend sa retraite. Ceux qui ont épargné un petit capital, fruit de leur travail, doivent affronter le problème d'investir cette épargne de façon à se créer un revenu qui complètera les pensions qui ne suffisent pas pour vivre. Les banques payent un faible intérêt et les caisses d'épargne, de même que les caisses de prêts, paient moins encore. De ce fait, bien des gens se tournent vers le marché des actions. Ignorants en matière d'affaires « non capitalistes », ceux qui ont de l'argent à placer et lui cherchent un emploi s'adressent à l'agent de change, lequel le plus souvent fait de son mieux pour ne pas léser ses clients.

En présupposant que tout ira bien, qu'aucune perte ne sera imputée au porteur, quel sera le résultat au bout de l'année ? Si le porteur a eu un choix heureux, il peut retirer de 4 à 5 % de son placement. Ce n'est que si le cours de son action atteint des hauteurs vertigineuses qu'il réalisera des

gains considérables, et c'est chose rare. Peu importe que la société fasse des gains élevés ; la ris-tourne au porteur reste à peu de chose près identique. Les dirigeants de la société y veillent : ils dégagent des sommes considérables pour l'expansion, d'autres sont réservées pour les cas de crise ou pour les réinvestissements. Par ailleurs, ils augmentent leurs propres traitements et s'octroient des primes considérables.

Une des nouvelles intéressantes publiées le 16 avril dernier était que 65 dirigeants de la General Motors s'étaient alloués, en salaire et en primes, pour 1959, 11.127.662 dollars (1), contre 8.483.494 en 1958. Le traitement du président de la compagnie passa de 141.000 à 181.000 dollars et ses primes de 172.500 dollars à 314.350 dollars. Et ainsi de suite, hiérarchiquement ; en plusieurs cas, les primes étaient bien supérieures aux salaires.

Tout cela est légal, les dirigeants sont autorisés à agir ainsi par les actionnaires eux-mêmes, lesquels votent le plus souvent par procuration. La formule de procuration qui est envoyée avec demande de vote, signature et renvoi, comporte l'acceptation ou le rejet de certaines propositions. Mais elle contient également une autorisation à voter pour toute autre proposition présentée à l'assemblée. Ce qui couvre notamment l'autorisation de donner à quelques dirigeants les sommes énormes qui devraient logiquement être réparties entre les actionnaires, ou plus normalement devraient aller aux travailleurs qui assurent la production des marchandises que la compagnie vend ensuite et d'où proviennent les bénéfices.

Pour annoncer en fanfare le nouvel évangile au monde, M. George Romney, président de l'American Motors Corporation, la compagnie qui occupe le quatrième rang dans l'industrie automobile du pays, a parlé de l'extension de la propriété industrielle. Il y a peu de temps, ce gentleman « non capitaliste », s'adressant à un congrès de professeurs, leur expliqua qu'il n'était pas vrai que les enseignants étaient mal payés. Deux jours plus tard, la presse et la radio claironnèrent que M. Romney avait réalisé un bénéfice de 600.000 dollars en vendant une partie des actions de la compagnie dont il était le président. Il avait eu l'autorisation d'acheter ce paquet à bas prix par le système de l'« option ». L'option est un procédé très ingénieux : il s'agit d'un privilège par lequel il est possible d'acheter pendant un certain laps de temps (de quelques jours à un an) à un prix fixé de commun accord lors de la signature de l'option, une certaine chose (un paquet d'actions en l'occurrence) ; pour que le contrat lie le vendeur, l'acheteur paie une somme très réduite. L'acheteur n'est pas contraint de parachever la transaction alors que le vendeur ne peut offrir la marchandise à une autre personne. Si, au jour de l'échéance, l'acheteur estime qu'il est en mesure de bénéficier du marché, il le conclut et le paie le prix convenu. Sans cela, il peut tout abandonner. Le jour où M. Romney vendit son paquet d'actions avec un considérable bénéfice, le marché de cette valeur fut durement secoué et les petits actionnaires enregistrèrent des pertes. La Compagnie a offert une nouvelle option à M. Romney.

Si cela n'est pas du capitalisme, de quoi s'agit-il ?

H. R.

(1) Rappelons que le dollar vaut près de 5 de nos nouveaux francs, ou 500 fr.



# CONTROLE OUVRIER, DIRIGISME ET SOCIALISME : LES MAITRES MOTS

Ce sont ceux que l'on retrouve enfin dans la « Révolution Proletarienne » de mai 1960 et dans deux articles simultanément : L'un des deux, non signé, « Réflexions sur la société démocratique socialiste et coopérative », l'autre de Robert Louzon, distinguant de l'expérience russe celle de la Chine et celle de la Yougoslavie.

Le premier article, écrit à propos de la doctrine de Nasser, s'attache à montrer que la prise du pouvoir ne règle rien de fondamental dans les rapports de classes et qu'il n'est point de socialisme sans participation et responsabilité des ouvriers et des paysans eux-mêmes, point de société démocratique sans libre fonctionnement d'organisations composées de **volontaires** : coopératives, syndicats, associations culturelles, presse indépendante.

C'est la notion même de cohabitation de la responsabilité et de la liberté concrétisée par la cohabitation d'organisations différentes et autonomes. C'est à cette notion d'unité dans la diversité que nous devons recourir pour juger d'autre part de l'importance exacte de l'article de Robert Louzon et de l'espoir qu'il peut susciter dans nos cœurs de vieux chevaux qui ne peuvent entendre certains maîtres mots sans avoir envie de se remettre à galoper, à l'instar de ces chevaux de cirque réformés que la musique fait encore danser entre les brancards de leurs fiacres.

Mais pour juger de cette importance, il faudrait d'abord obtenir de Robert Louzon, qui nous a déjà annoncé la fin des camps russes, un supplément d'information.

L'espoir peut être le plus grand des traîtres. Mieux vaut la plus désastreuse des certitudes. A partir d'elle on peut construire quelque chose. Un espoir vain peut faire passer l'occasion d'amorcer une reconstruction, l'espérance est sans doute une vertu chrétienne, elle n'est pas une vertu syndicaliste.

Ce qu'il importe donc de savoir c'est si, effectivement, comme Louzon le dit, rien n'est encore décidé en Chine, sur la tendance la plus probable des Communes, et si, en Yougoslavie, rien non plus ne l'est encore sur celle des conseils ouvriers. Ce qu'il importe de savoir c'est si, dans l'un et l'autre cas, les organismes considérés sont bien ceux désignés habituellement par les maîtres mots de toute la tradition ouvrière. Ne portent-ils pas des étiquettes mensongères et peuvent-ils effectivement évoluer aussi bien dans le sens de libres organismes d'administration d'une société sans classe, que dans celui de simples organismes d'exécution du capitalisme d'Etat ?

Ce qu'il importe de savoir enfin, c'est si la structure de ces organismes est telle qu'on peut indifféremment les faire évoluer dans une de ces directions ou dans l'autre ; nous devons donc nous demander si leur structure est telle que leurs rouages peuvent vraiment s'équilibrer les uns les autres au gré de la volonté humaine et se neutraliser les uns les autres de telle façon que la seule expression de la volonté humaine y reste déterminante.

Quand Louzon nous aura appris tout cela, alors et seulement alors, nous pourrions savoir si le socialisme chinois et le socialisme yougoslave donc, si le socialisme tout court, ne relèvent plus pour avancer que d'une question de courage humain, exprimé en l'occurrence par le truchement du courage ouvrier en Chine et en Yougoslavie.

Nous retrouvons enfin, ainsi posés en termes clairs, les problèmes permanents du dirigisme, du contrôle ouvrier et du socialisme : les maîtres mots.

Au degré d'information où nous en sommes, nous pouvons quand même, d'ores et déjà, avancer encore quelque peu en direction des perspectives qui nous sont ouvertes par ces seules propositions.

Tant dans le fonctionnement des communes chinoises que dans celui des conseils ouvriers you-

goslaves, la question est de savoir si, sur le plan économique, existe ce que nous appellerions dans une démocratie bourgeoise « la séparation des pouvoirs ».

Si les organismes de gestion économique et ceux de défense ouvrière se confondent en un seul type d'organismes, si les mêmes conseils ouvriers détiennent ces attributions opposées, s'ils sont par exemple chargés à la fois d'accélérer les cadences de travail et de les ralentir, s'ils sont l'accélérateur et le frein en même temps. Il y a toutes les chances, en effet, pour que n'importe quel courage vienne se briser sur la seule muraille des difficultés gestionnaires. Il y a même beaucoup de chances pour que la plus courageuse des minorités élues, justement par conscience et courage, en participant à un comité gestionnaire, soit amenée rapidement à aider les tendances centralisatrices et à faire passer les nécessités gestionnaires avant les intérêts ouvriers immédiats comme le pain quotidien.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que les organisations syndicales de base conçues pour la défense et la revendication ouvrière conservent leur indépendance justement par rapport aux conseils ouvriers de gestion et pour cela encore, que les uns comme les autres possèdent des moyens concurrentiels pour affirmer leur puissance réciproque. Il faut que d'une façon ou d'une autre, les intérêts ouvriers revendicatifs : loisirs, salaires, cadences, et les intérêts gestionnaires ouvriers : vie des entreprises, production, puissent s'affirmer de façon contradictoire, s'équilibrer, s'arbitrer, ou se combattre. Le non-cumul des mandats, là plus encore que dans les rapports entre syndicats et partis du monde démocratique bourgeois doit être le premier principe de base, la première des garanties exigibles et la plus élémentaire.

Un autre aspect du problème, qui pourrait bien être son aspect fondamental, est celui du degré de possibilité d'existence de libres organisations et d'une libre expression dans une économie planifiée. Il faudrait savoir si le plan yougoslave se borne à une orientation souple coordonnant seulement des programmations d'équipements, d'accumulations et d'approvisionnements à long terme, en laissant un large secteur libre oxygéner parallèlement des entreprises autonomes ainsi qu'un secteur de libre échange et de libre consommation. On serait étonné d'ailleurs que Louzon ait complètement négligé ces bases fondamentales d'information sur le degré de liberté dont il pense bien comme nous qu'il est fonction d'un substrat économique précis.

Dans le cadre nécessairement très restreint d'un article comme le mien, il faut enfin se demander si la marche à l'émancipation ouvrière passe forcément, comme il est rituel de l'admettre sans discussion, par le stade de la gestion ouvrière ou, tout au moins, si elle passe forcément d'abord par ce stade-là.

Louzon distingue à juste titre deux grands courants permanents dans le mouvement ouvrier : celui de la technocratie capitaliste d'Etat, celui de l'association ouvrière collectiviste libertaire.

Ne serait-il pas plus précis, plus juste et plus actuel de distinguer un courant gestionnaire et un courant revendicatif ?

Bien entendu il y a entre l'économie yougoslave et celle du régime capitaliste une différence de caractère qui vient modifier les données du problème. La propriété des moyens de production a changé de mains. Cependant on est en droit de se demander si les mises en garde de Paul Barton de Harmel, du P.U.M.S.U.D., sur la propension à souhaiter trop hâtivement la gestion syndicaliste, quoique déterminées par des considérants différents, ne seraient pas également valables pour la période de transition entre le capitalisme même vaincu et le socialisme libertaire. Si l'on en croit ce que contiennent de commun ces mises en garde de diverses origines, le contrôle ouvrier revendi-



catif doit demeurer le premier des objectifs par opposition à la gestion technique. Il faut assurer soigneusement cette possibilité face à n'importe quel organisme technique de gestion, fût-il l'élé de la classe ouvrière. C'est la meilleure manière d'assurer les bases d'une véritable transformation sociale dans le sens de l'association ouvrière.

Louzon, dans une autre étude, rappelait que le vrai chemin n'était pas d'instaurer d'abord une bureaucratie socialiste pour la déboulonner ensuite ou rêver qu'elle va déperir naturellement. La confusion des pouvoirs et des attributions est la meilleure manière d'instaurer celui de cette bureaucratie.

C'est pour l'instauration d'un syndicalisme revendicatif indépendant des conseils ouvriers eux-mêmes que devrait œuvrer le courage ouvrier en Yougoslavie, et non pour intégrer des listes de candidats concurrentiels dans les organismes de gestion. Par ce processus il donnerait aux conseils ouvriers leur véritable caractère et leurs véritables possibilités progressistes. Par ce processus il pourrait même arriver à intégrer effectivement des candidats oppositionnels ou tout au moins libres, appuyés sur le syndicalisme et qui joueraient d'abord un rôle exclusif de contrôle. Par ce processus enfin il ouvrirait la possibilité dans les meilleures conditions d'efficacité de candidatures entièrement indépendantes, même par rapport au syndicat, aux élections aux conseils ouvriers.

Mais un tel processus est-il concevable en Yougoslavie même pour le courage ouvrier ?

Nous devons chercher ardemment à le savoir. Nous devons confronter les études que nous ferons au cours de cette recherche, sans oublier critiques et suggestions, avec celles des mouvements ouvriers d'opinions qui se manifestent par réflexes sporadiques mais concrets dans notre propre pays : « Etudes du P.U.M.S.U.D., d'organismes locaux comme le G.I.E.C.O. (groupe intersyndical d'études et de culture ouvrière du département de la Loire) ; plan pour un socialisme démocratique, de la minorité C.F.T.C., repris par sa confédération ; programme pour une nationalisation démocratique de l'Enseignement, de la F.E.N. et du S.N.I. ; Manifeste des Syndicalistes révolutionnaires ; Enquêtes sur la pratique du socialisme libéral, etc.

Cette confrontation portant sur les maîtres-mots des problèmes ouvriers est dans nos possibilités actuelles, notre véritable contribution de solidarité au socialisme yougoslave ou plutôt au socialisme tout court.

Jean DUPERRAY.

## COMMUNIQUE

### DES SYNDICATS AUTONOMES DES P.T.T.

La Commission exécutive de la Fédération Nationale des syndicats Autonomes des P.T.T. :

Constata :

— que le gouvernement persiste à refuser d'améliorer sensiblement les rémunérations des fonctionnaires ;

— que la situation des petites et moyennes catégories est de plus en plus tragique ;

— que l'écrasement de l'éventail hiérarchique est un leurre. En effet, de 1951 à 1960, la rémunération mensuelle nette à l'indice 800 net est passée de 145.196 fr. à 375.889 fr., soit un coefficient d'augmentation de 2,58. Pendant le même temps celle de l'indice 100 net évoluait de 18.782 à 30.134 soit un coefficient d'augmentation de 1,60.

Considère :

— que le temps des tergiversations, des manifestations platoniques, des avertissements est révolu ;

— que seule s'impose une action efficace avec comme objectif, l'amélioration prioritaire du sort des catégories les plus défavorisées.

Estime :

X— que toutes les organisations syndicales de fonctionnaires doivent s'unir et décider en commun d'un arrêt de travail illimité, avec comme objectif un acompte uniforme soumis à retenue pour pension de 100 NF nets par mois.

Paris, le 21 mai 1960.

## Parmi nos

# LETTRES

### Débat nécessaire

De Jean TEILHAC (Gironde) :

*J'espère que la proposition de Jean Maitron d'instaurer un débat sur « le mouvement ouvrier en France en 1960 et les communistes » et la façon dont il a ouvert ce débat doit exciter les lecteurs de la « R. P. » et vous valoir une intéressante copie, à défaut de laquelle je me permets, en ce qui me concerne, de poser quelques questions.*

*Jean Maitron ne connaît aucun intellectuel communiste qui affiche son stalinisme ; en connaît-il qui affichent leur antistalinisme ?*

*Connait-il des stalmiens qui aient été mis sur la touche ?*

*Le règlement du cas Baby, évoqué par lui, lui paraît-il encourageant ?*

*Qu'entend-il par « aider fraternellement les camarades communistes ? Les aider à quoi ? A se querir de la vérole, pour employer le langage de Sartre ? Mais de quelle vérole ? de celle du stalinisme ou de celle du khrouchtchevisme ?*

*Les aider comment ? Comment, par exemple, aider fraternellement le camarade Garaudy, comment se montrer « compréhensif » à son égard lorsqu'il déclare, paraît-il (à la Mutualité, le 25 mars dernier) que « les moyens utilisés sont criminels dans la mesure où ils sont contraires à l'histoire, c'est-à-dire à la libération de l'homme » ? La libération de l'homme, selon Garaudy, qu'est-ce que vous en dites ?*

*Le très confidentiel rapport (« attribué à ») Khrouchtchev est-il une publication soviétique ou antisoviétique ?*

*Jean Maitron a 50 ans ; j'en ai 54. Nous appartenons l'un et l'autre à la génération qui a eu honte de l'adhésion de la gauche (Cachin en tête) à la tuerie de 14-18, mais qui est généralement assez fière de sa propre participation à la guerre 39-45. Y a-t-il vraiment de quoi ? Pour la gauche non stalinienne quel sens avait la lutte antinazi sous le drapeau de de Gaulle ?*

*Le Cercle Zimmerwald me paraît un lieu tout indiqué pour en discuter.*

### Rassemblement avec qui ?

#### Pour quoi ?

De Roland PILOU (Le Mans) :

*J'estime que depuis mai 1958 un événement considérable s'est passé en France. La politique des petites chapelles, des petits clans devrait être révolue, si nous voulons un peu assister à un retour de la démocratie.*

*Minoritaire de naissance, je reconnais le bien-fondé des minorités, mais je m'aperçois de plus en plus que ces petites minorités de gauche ou d'extrême gauche ne mènent à rien sur le plan politique. Vous avez raison, mais vous végétez. L'opinion demeure insensible aux plus belles vues théoriques. Si l'on veut changer de régime, il faudra qu'on se mette d'accord sur quatre ou cinq grands principes directeurs et réunir le plus grand nombre possible de gens sérieux et valables, qui continuent à s'user dans des groupuscules aux horizons fermés.*

*Si vous tentiez l'entreprise, je continuerais de vous appuyer, mais je constate et déplore que la « R. P. » n'a rien fait dans ce sens depuis 58. Comme beaucoup de militants vous continuez à persévérer dans une opposition stérile. La révolution prolétarienne est à repenser complètement. Cela on l'oublie. Ces reproches sont tout aussi valables pour les organisations de gauche...*

*Ce camarade nous permettra-t-il de lui demander : 1) quels sont les quatre ou cinq grands principes directeurs sur lesquels il faudrait se réunir ;*

*2) quels sont les gens « sérieux et valables » qu'il faudrait réunir ?*

*Toute la question est là.*



# Après la conférence syndicaliste du 24 avril

## Réflexions et commentaires

Le 24 avril dernier s'est tenue à la Bourse du Travail de Paris une assemblée convoquée par le Comité de liaison des syndicalistes révolutionnaires. Nous donnons ici quelques réflexions de notre ami Riguidel sur cette réunion. Nous y joignons quelques extraits de la résolution adoptée, ainsi qu'un communiqué de la Fédération Autonome des P.T.T.

Bien que n'ayant pas été officiellement invité et prévenu par des camarades qu'une conférence devait avoir lieu ce beau dimanche d'avril, je m'y suis rendu en observateur tout d'abord, et finalement j'y pris une part active tant en séance plénière qu'à la commission de travail.

Présidée par notre ami Hoyez, des Charpentiers en fer (C.G.T.), qui était en même temps un des organisateurs, elle fut d'un intérêt non négligeable. Si le ton oratoire monta quelquefois, chacun des orateurs qui intervint était guidé par le souci constant de composer avec les divers courants qui existaient, mais dont la plupart — nous dirons même presque tous — ne voyaient que le but immédiat à atteindre : faire sortir la classe ouvrière de sa trop grande léthargie actuelle. Pour cela, il fallait bien tenter de jeter les bases d'une liaison pratique des syndicalistes révolutionnaires.

Disons aussi qu'elle fut une conférence assez bien réussie par le nombre des participants et par la représentation provinciale. Il y avait là, outre une bonne représentation parisienne, des camarades de Bordeaux (métallurgistes), de Clermont-Ferrand (produits chimiques), des employés des « bases alliées », des instituteurs de « l'Ecole émancipée », des mineurs du Nord, des cheminots. Les P.T.T. autonomes étaient représentés, ainsi que la Régie Renault, la Fédération du Bâtiment, Bois et Travaux publics autonome, le Bâtiment F.O., les métallurgistes autonomes de la Thomson, les employés de la Sécurité Sociale. Beaucoup de jeunes, soulignons-le, et une composition presque exclusivement ouvrière, « la base » comme on l'habitude de dire certains bonzes du syndicalisme.

De l'ensemble des interventions, il résulte une volonté unanime de coordonner les luttes futures, de sortir une fois pour toutes du corporatisme étroit, de s'engager résolument vers des revendications à caractère général capables de créer dans le monde du travail un climat analogue à celui de 1936. L'accent a été mis sur la fermeture de l'éventail hiérarchique, la retraite pleine et entière à 60 ans d'âge d'abord, à 55 ans ensuite, la nécessité d'obtenir, face au développement de la technique et de l'automatisation, une diminution des heures de présence au travail, avec un salaire au moins égal à 48 heures. Tout dépendra de la capacité de lutte des travailleurs. Il y eut bien quelques interventions qui montraient une préférence politique, allant même jusqu'à l'antisindicalisme. Ce fut le cas de « Tribune ouvrière » de chez Renault, et aussi celui d'un représentant de la Sécurité sociale à la commission des résolutions. Ce dernier estimait que la diminution de l'âge de la retraite des travailleurs de l'industrie privée aurait pour conséquence un trop grand nombre de retraités en France. Paul Reynaud nous l'avait déjà dit, ce qui, dans sa bouche, était normal. Ce l'était moins de la part d'un camarade se réclamant du mouvement ouvrier. Quant aux camarades de « Tribune ouvrière », je ne les comprends pas — ou je les comprends trop — et très amicalement je leur dis qu'on ne fait pas de syndicalisme sans être syndiqué. Je souhaite au surplus que leur vote contre la résolution finale ne manifeste pas une hostilité aux

revendications qu'elle énumère. Signalons aussi qu'en commission fut indiquée la position de Hébert, de Nantes, contre l'unité syndicale.

En conclusion, ce fut une bonne journée pour le syndicalisme que clôtura le chant de « l'Internationale ». Nous n'y sommes plus habitués. « Qu'arrive-t-il ? me dit un gardien, « l'Internationale » à la Bourse du Travail ! Il y a des lunes que nous ne l'avions pas entendue ! »

P. RIGUIDEL,

(Fédération Autonome du Bâtiment.)

## Extraits de la Déclaration des syndicalistes révolutionnaires

Quinze années de pratique constante de collaboration de classes avec la bourgeoisie et son Etat ont abouti à une détérioration d'une exceptionnelle gravité des conditions de lutte de la classe ouvrière.

C'est pour examiner et discuter démocratiquement de la situation actuelle, aux fins d'ouvrir de nouvelles perspectives au mouvement syndical que le dimanche 24 avril 1960, les syndicalistes révolutionnaires se sont réunis en Assemblée générale à la Bourse du Travail de Paris.

Militants à toutes les centrales ouvrières : C.G.T., C.G.T.-F.O., F.E.N., Autonomes, ils ne prétendent pas avoir réglé tous les problèmes, ni que leur rassemblement a d'ores et déjà regroupé de larges masses. Honnêtement, les syndicalistes révolutionnaires entendent dresser ici le résultat de leurs travaux.

Partout où ils militent, les syndicalistes révolutionnaires combattront pour des revendications qui unissent les travailleurs, qui leur permettent de surmonter le cadre étroit des revendications catégorielles, les opposant les uns aux autres. C'est pourquoi, dans la situation présente, les syndicalistes révolutionnaires mettent en avant les revendications suivantes :

- Pas de salaire réel inférieur à 50.000 fr. par mois calculé pour 40 heures de travail par semaine,
- Obtention du salaire mensuel garanti.
- Suppression des zones de salaires.
- Revendication d'une augmentation uniforme, afin de rétrécir l'éventail hiérarchique.
- A travail égal, salaire égal pour les jeunes et les femmes.
- Réduction des impôts payés par le salarié en commençant par l'exonération complète des salaires de 50.000 francs par mois.
- Augmentation massive de l'impôt sur le capital.

Les syndicalistes révolutionnaires considèrent la défense de l'Ecole laïque comme une défense des intérêts de leur classe et c'est pourquoi ils luttent pour la suppression de toutes les écoles religieuses, par une nationalisation de l'école organisée sur la base de gestion par les enseignants et les parents d'élèves.

Les syndicalistes révolutionnaires constatent que la rupture des liens de solidarité ouvrière nécessite une action pour la reconstruction de l'unité ouvrière, ce qui implique la reconstitution des cadres d'une véritable démocratie syndicale, le libre choix par les salariés eux-mêmes de leurs revendications et de leurs méthodes d'action, le droit des tendances admises dans les statuts de l'organisation syndicale.

Le Comité de Liaison  
des Syndicalistes Révolutionnaires.

(Ecrire à R. Hoyez, 3, rue Marcel-Sembat, Paris-18<sup>e</sup>.)



# LES FAITS DU MOIS

**LUNDI 2 MAI.** — Exécution de Caryl Chessman à Saint-Quentin (Californie).

Le président de Gaulle arrive à la Guadeloupe. A Beyrouth (Liban), violentes échauffourées entre population chrétienne et service d'ordre.

En Corée du Sud, les étudiants réclament la dissolution de l'Assemblée.

Deux mille cheminots en grève dans les gares lyonnaises.

**MARDI 3.** — Boycottage des navires américains par les dockers arabes.

**JEUDI 5.** — Au Soviet Suprême à Moscou, Khrouchtchev attaque violemment la politique des Etats-Unis et annonce qu'un avion américain a été abattu le 1<sup>er</sup> mai.

En Iran, exécution de cinq leaders du parti para-communiste.

Attentat contre M. Abdesselam, député d'Alger. Grèves aux gares de Bordeaux et de Saint-Etienne.

**VENDREDI 6.** — La motion de censure socialo-radical est repoussée par l'Assemblée Nationale, n'ayant obtenu que 122 voix.

**SAMEDI 7.** — Devant le Soviet suprême, Khrouchtchev annonce que l'aviateur américain est vivant et qu'il a avoué effectuer une mission de renseignements.

Le Conseil des ministres décrète la Réforme de la Sécurité Sociale.

Les dockers de New-York mettent fin au boycottage du navire égyptien.

Comité confédéral national de la C.G.T.-F.O. à Bordeaux.

**MARDI 10.** — La conférence du Commonwealth à Londres sur le problème d'Afrique du Sud.

**JEUDI 12.** — L'Assemblée Nationale vote la révision de la Constitution par 280 voix contre 174.

**VENDREDI 13.** — Les « Six » de la Petite Europe réunis à Bruxelles sont d'accord pour l'accélération du marché commun.

**SAMEDI 14.** — Arrivée de Khrouchtchev à Paris.

**DIMANCHE 15.** — Grève administrative des syndicats de médecins contre la réforme de la Sécurité Sociale.

**LUNDI 16.** — Violente attaque de Krouchtchev contre les Etats-Unis dès l'ouverture de la Conférence au Sommet.

L'U.R.S.S. a lancé le Spoutnik IV, navire spatial de plus de quatre tonnes.

Echauffourées à Ankara et à Izmir (Turquie) contre le gouvernement.

Le M.R.P. de la Seine réclame l'ouverture rapide de pourparlers avec le F.L.N.

Création d'une Fédération des Etudiants nationalistes algériens.

Grèves tournantes dans la métallurgie.

**MARDI 17.** — Les Trois Occidentaux prennent acte du refus de Khrouchtchev d'engager les négociations au sommet.

Grèves tournantes dans la R.A.T.P.

**MERCREDI 18.** — A Strasbourg, l'Assemblée Européenne parlementaire des Six a adopté un projet pour l'élection de ses membres au suffrage universel.

A Fort-Lamy : le Tchad, le Centrafrique et le Congo forment l'Union des Républiques d'Afrique centrale.

Conseil national à Paris de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

**JEUDI 19.** — Le Sénat vote la révision de la Constitution par 146 voix contre 127.

Par 305 voix contre 148, l'Assemblée Nationale approuve le texte gouvernemental sur les prix agricoles.

**VENDREDI 20.** — Arrivée de Khrouchtchev à Berlin-Est.

**SAMEDI 21.** — Le roi du Maroc prend la tête d'un nouveau gouvernement.

Une fusée américaine intercontinentale Atlas a parcouru 14.500 kilomètres.

A Tokyo, nouvelles manifestations contre le pacte d'assistance américano-japonais.

**LUNDI 23.** — Au Conseil de Sécurité à New-York, le délégué soviétique Gromyko attaque les Etats-Unis.

Renforcement de l'état de siège en Turquie.

**MARDI 24.** — Tout le pourtour du Pacifique ravagé par un épouvantable séisme parti du Chili.

L'ancien colonel SS Adolf Eichman capturé par des Israéliens.

Nouvelles grèves tournantes dans la R.A.T.P. Grève des cheminots à la gare du Nord.

**SAMEDI 28.** — L'armée prend le pouvoir en Turquie. Elections cantonales en Algérie.

Le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. adopte une motion en faveur de la reprise des relations Est-Ouest (abstentions de l'U.R.S.S. et de la Pologne).

Grèves aux gares de Lyon et de Toulouse.

**DIMANCHE 29.** — Elections municipales au Maroc.

**LUNDI 30.** — Mort de Boris Pasternak.

**MARDI 31.** — Grève générale des cheminots.

A Moscou, à la conférence des travailleurs de choc, le maréchal Malinowsky annonce que des fusées frapperont les pistes d'envol d'avions de renseignements américains.

## D'où vient l'argent ?

### MOIS DE MAI 1960

#### RECETTES :

Abonnements ordinaires .....	591 »	
Abonnements de soutien .....	205 »	
Souscription .....		796 »
Vente « R.P. » .....		102 »
Vente des livres et brochures .....		24,80
Divers .....		4 »
		5 »

Total des recettes .....

En caisse à fin avril .....

931,80

1.192,31

2.124,11

#### DEPENSES :

Impression et papier (« R.P. » avril, complément) .....	915,78
Frais d'expédition .....	97,13
Téléphone .....	69 »
Autres frais généraux .....	103,80
Versé au Cercle Zimmerwald (livre de Rosmer) .....	45 »
Divers .....	5 »

Total des dépenses .....

En caisse à fin mai :

Espèces .....

Chèques postaux .....

148,88

739,52

888,40

2.124,11

### LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Marcel Bayard (Seine-et-Oise), 20 ; Raymond Calvel (Paris), 25 ; Bernard Cazaubon (Hautes-Pyrénées), 20 ; Guy Cudell (Belgique), 50 ; E. Delusme (Seine), 20 ; H. Grandjourn (Paris), 50 ; Laufer (Paris), 20. Total : 205 NF.

### LA SOUSCRIPTION

Francinelle (Belgique), 25 ; Paul Giron (Lot), 2 ; B. Hernaez (Seine-et-Oise), 5 ; Jean Itard (Paris), 5 ; Jean Mahé (Finistère), 5 ; Louis Mercier (Paris), 5 ; Jacques Métivier (Deux-Sèvres), 5 ; André Moine (Paris), 5 ; Guy Rosé (Paris), 5 ; Valensa (Hautes-Alpes), 15 ; Van Heusel (Belgique), 25. Total : 102 NF.



VOUS POUVEZ ENCORE VOUS PROCURER...

## **LA CHINE**

par Robert LOUZON

Prix : 4 N.F. (franco)

## **TROIS SCISSIONS SYNDICALES**

par Pierre MONATTE

Prix : 6 N.F. 90

(Commandes à adresser à « la Révolution prolétarienne »  
C.C.P. 734-99 Paris)

## **L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS**

par Roger HAGNAUER

## **EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?**

par Pierre DICHAMP

Chaque exemplaire : 1 N.F.

## **POURQUOI ET COMMENT SE BAT LA HONGRIE OUVRIÈRE**

L'exemplaire : 50 centimes

(Commandes à adresser à l'Union des syndicalistes  
R. Marcheti, rue Dulaure, Paris-20<sup>e</sup>, C.C.P. 7473-08 Paris)

## **LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE**

par Alfred ROSMER

Tome II. — De Zimmerwald à la Révolution russe

Prix provisoire de lancement : 15 N.F.

(Commandes à adresser au Cercle Zimmerwald  
78, rue de l'Université, Paris (7<sup>e</sup>), C.C.P. 8.490.16 Paris)